

RD-CONGO

LES DÉPÊCHES
DE BRAZZAVILLE

300 FC

www.adiac-congo.com

N° 2879 - LUNDI 3 AVRIL 2017



Des délégués au dialogue lors d'une plénière

NOMINATION DU PREMIER MINISTRE

Consultations
informelles entre
parties prenantes
aux négociations

Depuis mercredi, les émissaires du président Joseph Kabila consultent en son nom aux fins de « baliser le terrain » en rapport avec les deux questions d'achoppement : la nomination du Premier ministre et la désignation du président du Conseil national de suivi de l'accord. D'après le porte-parole de la Majorité, ces consultations tendent à trouver une voie de sortie à l'impasse qui gangrène actuellement la scène politique du pays.

Alors qu'à la Majorité, on se félicite de l'initiative présidentielle qui intervient après que les évêques catholiques ont mis fin à leur mission de bons offices sans atteindre le résultat escompté, au Rassemblement, on voit plutôt l'ombre d'un piège. Cependant l'aile dissidente de cette plateforme salue l'initiative et ne doute pas de l'engagement du chef de l'Etat dans la réalisation des élections avant fin 2017.

Page 12

RÉDUCTION DES EFFECTIFS DE LA MONUSCO

La RDC prend acte de la résolution 2348

L'ONU a adopté vendredi à l'unanimité le renouvellement pour un an du mandat de la Monusco dont les effectifs passent de 19.815 à 18.316 hommes. Le Conseil de sécurité recentre aussi le mandat de la mission sur la protection des civils et la mise en œuvre de l'accord politique du 31 décembre. La Monusco pourra ainsi opérer dans l'ensemble de la RDC notamment avec des troupes plus spécialisées et mieux formées en remplacement des contingents jugés moins efficaces.

Quant à la RDC, à en croire son représentant à l'ONU, elle va poursuivre le dialogue stratégique avec les Nations unies, les partenaires internationaux et régionaux, afin de définir le calendrier devant aboutir au retrait ordonné et définitif de la Monusco de la République démocratique du Congo.

Page 12



Des Casques bleus de la Monusco

VIE DES CLUBS

Probable retour du
coach Nassredine
Nash à l'AC Léopards
de Dolisie

Le coach Nash

Ancien coach du Daring Club Motema Pembe (DCMP) de Kinshasa, Nash serait en fait sur le point de revenir chez les Fauves du Niari. Cette fois-ci, il pourrait être l'entraîneur principal de cette formation qu'il a eu à conseiller en 2012, lorsque le club entraînait dans la légende du football africain en remportant le trophée de la Coupe de la Confédération.

Démis de son poste d'entraîneur principal du DCMP par Moïse Musanganya, à l'époque président du team vert et blanc de Kinshasa, alors que l'équipe venait de se qualifier pour la phase de cadrage de la Coupe de la Confédération aux dépens d'Haras El Hodoud d'Egypte, Nash avait alors répondu favorablement à l'appel de Rémy Ayayos Ikounga, le président des Fauves du Niari.

Page 13

Page 13

MUSIQUE

Sortie en France de l'album « Around Félicité »

Il s'agit de la Bande originale (B.O) du film « Félicité » du réalisateur franco-sénégalais Alain Gomis. Le film, tourné à Kinshasa, a remporté le Grand Prix du jury à la 67^e édition du festival international du film de Berlin (Berlinale) ainsi que l'Étalon d'or du 25^{ème} Festival panafricain du cinéma et de la télévision (Fespaco) à Ouagadougou.

Le groupe Kasai Allstars a écrit et interprété la majeure partie de la bande-son et apparaît dans le film dans son propre

rôle. Le réalisateur Alain Gomis s'est inspiré de la musique de Kasai Allstars ainsi que de la voix et la personnalité de sa chanteuse Muambuï pour écrire et réaliser son nouveau long-métrage de fiction. Le groupe Kasai Allstars rassemble une quinzaine de musiciens, originaires du Kasai, appartenant à plusieurs orchestres et issus de cinq groupes ethniques différents.

ÉDITORIAL

Optimisme

Au terme des trois premiers mois de l'année 2017 que peut-on dire de l'évolution de notre pays ? Annoncée par tous les observateurs comme très difficile en raison des tensions financières récurrentes provoquées par l'effondrement des cours du pétrole sur les marchés mondiaux ces deux dernières années ce premier trimestre a-t-il confirmé ou infirmé un tel pronostic ? Et, par conséquent, à quoi devons-nous raisonnablement nous attendre dans les mois à venir ?

Premier constat : l'économie congolaise, même si elle souffre de la réduction brutale des ressources publiques, réagit plutôt bien dans son ensemble. Si le chômage a progressé sensiblement dans différents secteurs il n'a pas provoqué, du moins jusqu'à présent, la crise sociale qu'annonçaient les mauvais augures. Et tout semble indiquer que la politique de diversification inscrite en bonne place dans le programme du gouvernement que dirige le Premier ministre Clément Mouamba commence à produire ses premiers fruits.

Deuxième constat: le Congo étant perçu, de l'extérieur, comme le pays le plus stable, donc le plus attractif de la sous-région d'Afrique centrale des signes positifs sont envoyés chaque jour qui passe par les grands pays investisseurs. Loin de se détourner de nous la Chine, l'Inde, l'Algérie, le Maroc, les pays européens et même les Etats-Unis examinent avec une attention croissante les opportunités qui se présentent avec l'intention évidente de s'engager ou de développer leur engagement à nos côtés.

Troisième constat: la crise pétrolière, même si elle a des conséquences négatives dans l'immédiat, présente l'avantage immense de nous obliger à sortir du carcan dans lequel l'or noir nous enserrait depuis l'indépendance. Cela ne se voit pas encore de façon claire, mais l'agriculture, la pêche, le commerce, l'artisanat, le tourisme, les activités générées par les nouvelles technologies prennent chaque jour de l'importance chez nous. A terme plus ou moins rapproché ces secteurs joueront un rôle déterminant dans l'émergence du Congo.

De ce qui précède il ressort que si la crise à laquelle nous faisons face est loin d'être terminée l'avenir s'avère nettement moins bouché qu'il ne paraît. Sans tomber dans un optimisme béat poursuivons donc sur la voie où nous cheminons.

Les Dépêches de Brazzaville

VIE DES PARTIS

Le MCDDI à la reconquête de Bacongo



Euloge Landry Kolelas (DR)

Le président du Mouvement congolais pour la démocratie et le développement intégral (MCDDI), Euloge Landry Kolelas, poursuit ses rencontres avec les militants des neufs arrondissements de Brazzaville.

La population du deuxième arrondissement, Bacongo, lui a réservé son hospitalité le 31 mars. En effet, Euloge Landry Kolelas a mis à profit ces retrouvailles pour rappeler à ses militants qu'on ne peut gagner les batailles électorales que si le parti conserve sa cohésion d'antan. Nous devons aller aux élections en rangs serrés, a-t-il déclaré. Euloge Landry Kolelas a rafraîchi la mémoire des militants en leur rappelant que son parti est né à Bacongo et de ce fait, a-t-il insisté, le deuxième arrondissement de Brazzaville devrait servir d'exemple en matière de mobilisation des militants. Car, a-t-il

renchéri, Bacongo ne devrait plus accepter de tuer deux fois le président-fondateur. Ainsi, il a appelé ses militants à plus d'engagement et de détermination. « Notre parti n'est pas une construction intellectuelle parce qu'il a une âme comme aimait à le dire le président-fondateur Bernard Kolelas. Ainsi, il est temps pour nous, au regard des enjeux politiques, de repenser complètement le fonctionnement du parti, de renforcer les organes intermédiaires et de base », a déclaré Landry Kolelas. Le président du MCDDI a exhorté les militants à ne pas iden-

tifier le parti à ses dirigeants. « Les formations politiques sont comme des églises. Les prêtres curés, pour le cas de l'Eglise catholique, passent, les paroissiens et l'église restent. Le MCDDI est votre parti, votre instrument de lutte politique. Ne me voyez pas, car je suis un passant. Lorsque mon mandat va arriver à son terme, je partirai », a-t-il expliqué. Euloge Landry Kolelas a informé sa base qu'il s'imagine son sort s'il lui arrivait à transgresser les consignes du président-fondateur. « Cela est ma plus grande peur. Chaque jour qui passe, j'exprime cette peur de ne pas amener le parti au niveau où le président-fondateur le souhaitait », a-t-il conclu.

Roger Ngombé

LES DÉPÊCHES DE BRAZZAVILLE-

Les Dépêches de Brazzaville sont une publication de l'Agence d'Information d'Afrique centrale (ADIAC)
Site Internet : www.brazzaville-adiac.com

DIRECTION

Directeur de la publication : Jean-Paul Pigasse
Secrétariat : Raïssa Angombo

RÉDACTIONS

Directeur des rédactions : Émile Gankama
Assistante : Leslie Kanga
Photothèque : Sandra Ignamout

Secrétariat des rédactions : Clotilde Ibara, Jean Kodila
Rewriting : Arnaud Bienvenu Zodialo, Norbert Biembedi, François Ansi

RÉDACTION DE BRAZZAVILLE

Rédacteurs en chef : Guy-Gervais Kitina, Thierry Nougou
Service Société : Parfait Wilfried Douniama (chef de service) Guillaume Ondzé, Fortuné Ibara, Lydie Gisèle Oko
Service Politique : Roger Ngombé (chef de service), Jean Jacques Koumbemba, Firmin Oyé

Service Économie : Quentin Loubou, Fiacre Kombo, Lopelle Mboussa Gassia
Service International : Nestor N'Gampoula (chef de service), Yvette Reine Nzaba,

Josiane Mambou Loukoula, Rock Ngassakys
Service Culture et arts : Bruno Okokana (chef de service), Rosalie Bindika
Service Sport : James Golden Eloué (chef de service), Rominique Nerplat Makaya
ÉDITION DU SAMEDI :
Meryll Mezath
(Rédactrice en chef), Duryl Emilia Gankama, Josiane Mambou Loukoula

RÉDACTION DE POINTE-NOIRE

Rédacteur en chef : Faustin Akono
Lucie Prisca Condhet N'Zinga, Hervé Brice Mampouya, Charlem Léa Legnoki, Prosper Mabonzo, Séverin Ibara
Commercial : Mélaine Eta
Bureau de Pointe-Noire : Av. Germain Bikoumat : Immeuble Les Palmiers (à côté de la Radio-Congo Pointe-Noire).
Tél. (+242) 06 963 31 34

RÉDACTION DE KINSHASA

Directeur de l'Agence : Ange Pongault
Chef d'agence : Nana Londole
Rédacteur en chef : Jules Tambwe Itagali
Coordonnateur : Alain Diasso
Économie : Laurent Essolomwa, Gypsie Oïssa
Société : Lucien Dianzenza, Aline Nzuzi
Sports : Martin Enyimo
Relations publiques : Adrienne Londole
Service commercial : Stella Bope
Comptabilité et administration : Lukombo

Caisse : Blandine Kapinga
Distribution et vente : Jean Lesly Goga
Bureau de Kinshasa : Colonel Ebeya n° 1430, commune de la Gombe / Kinshasa - RDC - Tél. (+243) 015 166 200

MAQUETTE

Eudes Banzouzi (chef de service)
Cyriaque Brice Zoba, Mesmin Boussa, Stanislas Okassou, Jeff Tamaff.

INTERNATIONAL

Directrice : Bénédicte de Capèle
Adjoint à la direction : Christian Balende
Rédaction : Camille Delourme, Noël Ndong, Marie-Alfred Ngoma, Lucien Mpama, Dani Ndungidi.

ADMINISTRATION ET FINANCES

Directrice : Lydie Pongault
Secrétariat : Armelle Mounzeo
Chef de service : Abira Kiobi
Suivi des fournisseurs :
Comptabilisation des ventes, suivi des annonces : Wilson Gakosso
Personnel et paie :
Stocks : Arcade Bikondi
Caisse principale : Sorrelle Oba

PUBLICITÉ ET DIFFUSION

Directeur : Charles Zodialo
Assistante commerciale : Hortensia Olabouré
Commercial Brazzaville : Rodrigue Ongagna

Commercial Pointe-Noire : Mélaine Eta Anto
Diffusion de Brazzaville : Brice Tsébé, Irin Mauakani
Diffusion Kinshasa : Adrienne Londole.
Diffusion Pointe-Noire : Bob Sorel Moubelélé Ngonzo

TRAVAUX ET PROJETS TRANSVERSES

Directeur : Gérard Ebami Sala

INTENDANCE

Assistante : Sylvia Addhas

DIRECTION TECHNIQUE (INFORMATIQUE ET IMPRIMERIE)

Directeur : Emmanuel Mbengué
Assistante : Dina Dorcas Tsoumou
Directeur adjoint : Guillaume Pigasse
Assistante : Marlaine Angombo

IMPRIMERIE

Gestion des ressources humaines : Martial Mombongo
Chef de service préresse : Eudes Banzouzi
Chef de production :

Gestion des stocks : Elvy Bombete
Adresse : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville - République du Congo
Tél. : (+242) 05 629 1317
eMail : imp-bc@adiac-congo.com

INFORMATIQUE

Directeur adjoint : Abdoul Kader Kouyate
Narcisse Ofoulou Tsamaka (chef de service), Rively Gérard Ebami-Sala, Myck Mienet Mehdi, Mbengué Okandzé

LIBRAIRIE BRAZZAVILLE

Directrice : Lydie Pongault
Émilie Moundako Éyala (chef de service), Eustel Chrispain Stevy Oba, Nely Carole Biantomba, Epiphanie Mozali
Adresse : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville - République du Congo

GALERIE CONGO BRAZZAVILLE

Directrice : Lydie Pongault
Chef de service : Maurin Jonathan Mobassi.
Astrid Balimba, Magloire NZONZI B.

ADIAC

Agence d'Information d'Afrique centrale
www.lesdepêchesdebrazzaville.com
Siège social : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville, République du Congo / Tél. : (+242) 05 532.01.09
Président : Jean-Paul Pigasse
Directrice générale : Bénédicte de Capèle
Secrétaire général : Ange Pongault

PROJET CAB

Le budget 2017 s'élève à plus de 43 milliards FCFA

Le projet « Central african backbone » (CAB) phase II a tenu son comité de pilotage le 31 mars à Brazzaville, au cours duquel il a adopté son budget 2017, arrêté à la somme de 4,5 milliards FCFA. Il sera consacré essentiellement à l'interconnexion du réseau à fibre optique avec le Cameroun et la République centrafricaine.

Financée cette fois-ci par la Banque africaine de développement (Bad), cette seconde phase du projet CAB accorde la priorité à la mise en œuvre de trois projets majeurs.

Le premier projet à réaliser concerne l'interconnexion du réseau à fibre optique congolais avec ceux de la République centrafricaine et du Cameroun, conformément aux objectifs d'intégration sous-régionale.

Cet argent servira aussi à la construction d'un Data center de grande capacité. Il s'agit d'une structure technique que le Congo n'a pas encore, dont le rôle est d'héberger les services et les contenus Internet.

Avec ces quarante-trois milliards cinq cents millions FCFA de budget, le projet CAB va aussi mettre en place un certain nombre d'applications Internet, avérées nécessaires dans l'usage des technologies de l'information et de la communication.

« La dernière composante est celle qui consistera à renforcer les capacités techniques et opérationnelles de quelques administrations publiques, notamment l'Université Marien-Ngouabi ; l'ARPCE et la future agence de développement des TIC », a précisé le coordonnateur du projet CAB, Yvon-Didier Miéhakanda.

Au cours de cette réunion du comité de pilotage, les participants ont aussi statué sur le plan de passation des marchés.

Pour le ministre des Postes et télécommunications, Léon Juste Ibombo, qui a patronné la cérémonie, la mise en œuvre de ces instructeurs techniques vient à point nommé, au moment où le gouvernement tient à faire du secteur des TIC, un véritable hub.

« Nous ne pouvons pas parler du développement de l'économie numérique si nous n'avons pas une base infrastructurelle, c'est-à-dire un réseau dense en fibre optique, la connexion des structures étatiques et du Data Center », a-t-il souligné.

Firmin Oyé

AFRIQUE CENTRALE

Les réformes macroéconomiques, une issue de sortie de crise

Pour permettre aux pays de la Communauté économique et monétaire de l'Afrique centrale (Cémac) de sortir de la crise économique provoquée par la chute des prix de l'or noir, aussi rapidement que possible, des réformes macroéconomiques et structurelles devront être mises en œuvre, a déclaré le ministre congolais des Finances, Calixte Nganongo.

C'est en sa qualité de président en exercice du Comité ministériel de l'Union monétaire de l'Afrique Centrale (UMAC) que Calixte Nganongo a invité, le 31 mars à Yaoundé, au Cameroun, le nouveau gouverneur de la Beac, Abbas Mahamat Tolli à mettre en exécution ces réformes. Dans son discours prononcé à l'occasion de la cérémonie officielle d'installation du nouveau gouverneur de la BEAC, Calixte Ganongo a indiqué que « ces actions décisives sont en cohérence avec le cadre établi par le Programme des réformes économiques et financières de la Cémac, adopté par la Conférence extraordinaire des chefs d'Etat tenue en juillet dernier à Malabo, en vue d'une réponse déterminée et coordonnée aux niveaux national et sous régional. L'objectif final de cette démarche collective est une transformation profonde des économies de la Cémac afin d'en renforcer la résilience et la stabilité à moyen et long termes ». Ajoutant : « La BEAC doit redoubler d'efforts. Elle doit non seulement mener à bien l'ensemble de ses missions statutaires qui touchent notamment le deuxième pilier du programme, ayant trait à la politique monétaire et au système financier, mais également mettre son expertise au service des Etats dans l'élaboration et la mise en œuvre de leurs réformes ».

Au plan interne, les efforts de modernisation de la Banque Centrale devront être

accélérés. Il s'agit notamment des statuts de la Banque, de la politique monétaire et de bien d'autres projets tout aussi structurants, lancés afin de hisser l'Institut d'émission sous-régional au niveau des meilleurs standards existants.

Les missions du nouveau gouverneur

Nommé en juillet dernier, lors de la 27^e session extraordinaire des chefs d'Etat et de gouvernement de la Cémac à Malabo, en Guinée Equatoriale, Abbas Mahamat Tolli, cinquième gouverneur de la BEAC est chargé entre autres : de présider le comité de politique monétaire, d'assurer la présidence de la commission bancaire de l'Afrique centrale, de présenter un rapport annuel au conseil d'administration, au comité ministériel, à la conférence des chefs d'Etat et au Parlement de la communauté. Son équipe est composée d'un vice-gouverneur, d'un secrétaire général et des directeurs généraux du Contrôle général, de l'Exploitation puis des Etudes, finances et relations internationales. « Au vu des enjeux pour notre sous-région, j'affirme que la nomination du nouveau gouverneur suivant le principe de rotation par ordre alphabétique des Etats membres institué en 2010, procède d'un choix judicieux de nos plus hautes autorités », a déclaré Calixte Nganongo. Créée en 1972, la BEAC a pour missions de définir et conduire la politique monétaire de la Cémac ; émettre la monnaie fiduciaire, conduire la politique de change de la Cémac, promouvoir le bon fonctionnement des systèmes de paiement et de règlement ainsi que la stabilité financière etc. Cette banque sous-régionale a un capital de 88 milliards de FCFA et, compte en son sein 2629 employés originaires des six pays membres de la Cémac à savoir : le Cameroun, le Congo, le Gabon, le Tchad, la Centrafrique et la Guinée Equatoriale.

Qui est Abbas Mahamat Tolli?

Né en 1972 au Tchad, dans la ville d'Abéché, au nord du pays, Abbas Mahamat Tolli est diplômé de l'Ecole nationale d'administration (ENA) de Paris en économie et finances publiques et, titulaire d'une maîtrise en administration des affaires de l'Université du Québec à Hull. Il intègre l'administration publique tchadienne où, par son travail, ses compétences et ses qualités personnelles, il connaît une ascension professionnelle fulgurante.

En 2001, il est appelé pour servir au sein du ministère des Finances en tant que directeur des Douanes et droits indirects. En 2003, il assume la lourde charge de directeur du cabinet du président de la République du Tchad.

En 2005, à l'âge de 32 ans, il intègre le gouvernement de son pays en qualité de secrétaire d'Etat aux Finances. Puis, de 2006 à 2008, il occupe tour à tour les fonctions de ministre des Finances ; de l'Economie ; des Finances et du Plan ; enfin ministre des Finances et de l'informatique.

Muni de cette riche expérience sur le plan national axée sur les questions économiques, en 2008, il est appelé à intégrer pour le compte du Tchad, le tout nouveau gouvernement de la BEAC, pour y occuper la fonction de Secrétaire Général.

En 2012, la Communauté lui fait de nouveau appel. Il se voit tout d'abord confier les fonctions de secrétaire général de la Commission bancaire de l'Afrique Centrale (COBAC) ; ensuite, en 2015, il occupe le poste de président de la Banque de développement des Etats de l'Afrique Centrale (BDEAC). Depuis février 2017, Abbas Mahamat Tolli préside aux destinées de la Banque Centrale.

De notre envoyée spéciale à Yaoundé, Lopelle Mboussa Gassia

LE FAIT DU JOUR

Brazzaville-Alger

Le Congo et l'Algérie viennent de relancer leur coopération à travers la signature de plusieurs accords à l'occasion de la visite d'Etat, fin mars, du président congolais, Denis Sassou N'Guesso, à Alger. Par le passé, Alger a contribué, à un rythme soutenu, à la formation des cadres congolais dans différents domaines. Cet élan avait été freiné par les effets conjugués de la grave crise interne que l'Algérie a traversée au cours de la décennie 1990 ; décennie durant laquelle, comme bien d'autres Africains, le Congo a aussi vécu sa part de désillusions à travers les tumultueux changements systémiques de l'époque.

Par le passé aussi, bien avant les mutations rappelées plus haut, le Congo et l'Algérie avaient en commun le partage de vues sur les luttes de libération des peuples du tiers-monde du joug colonial. D'où le rôle joué par chacun d'eux et leurs dirigeants res-

pectifs au sein de l'organisation des pays non-alignés, laquelle a perdu de sa superbe avec la chute du Mur de Berlin en 1989. Il est peut-être possible de dire qu'en tout état de cause, s'agissant de l'indépendance de l'Afrique, Brazzaville et Alger n'ont pas finalement abandonné de regarder dans la même direction.

C'est ainsi qu'en plus des accords de coopération bilatérale touchant divers domaines, le Congo et l'Algérie ont, au cours de cette rencontre au sommet, évoqué le dossier libyen. La charge dévolue au chef de l'Etat congolais, de conduire le comité de haut niveau sur la crise en Libye suggère que tous les avis soient pris en compte, que le succès qui pourrait, à terme, conclure cette lourde mission de réconcilier les Libyens avec eux-mêmes revienne à tous. Dans une telle épreuve, bien entendu, le facilitateur doit être le plus ouvert possible, sans doute aussi le plus attentif.

Faisant partie du comité des 10 Etats africains désignés pour réfléchir à la situation en Libye, l'Algérie peut, en effet, apporter sa propre expérience dans la résolution du chaos qui triture son voisin. Pour envisager le bout du tunnel dans la crise d'une telle ampleur, c'est vrai, la seule bonne volonté des acteurs choisis ne suffira pas. Ainsi qu'il avait commencé il y a six ans, le conflit libyen s'est joué hors des frontières de ce pays. Dans ce qu'il est aujourd'hui, il est encore tributaire des pressions extérieures, et nul ne pourrait dire que les différentes factions libyennes soient en mesure de décider par elles-mêmes.

Se parler entre elles, c'est ce à quoi ces factions doivent parvenir, au nom de ce territoire doté d'immenses richesses qu'elles n'ont pas à ce jour ouvertement décidé de morceler en de micros-Etats. Le jour où, en acceptant de se faire violence, toutes les composantes en conflit décideront de s'asseoir autour d'une table, elles

décèleront où se cache la petite bête qui retarde la réconciliation nationale. Elles réaliseront que divisées comme elles le sont jusqu'à présent, elles font le jeu des puissances extérieures qui ne sauront avoir le même amour pour leur pays que les Libyens eux-mêmes.

Pour tout dire, ces composantes faciliteront la tâche de ceux et celles de leurs frères et sœurs, en Afrique, qui font les pieds et les mains pour que la Libye regagne sa place sur le continent et dans le concert des nations du monde libre. A l'évidence, Brazzaville et Alger sont dans l'esprit de la mission confiée au comité de haut niveau qui plaide pour « une solution politique consensuelle et durable à la crise libyenne à même de préserver l'unité, l'intégrité territoriale et la cohésion de son peuple ». Les présidents Abdelaziz Bouteflika et Denis Sassou N'Guesso l'ont rappelé lors de leur récente rencontre dans la capitale algérienne.

Gankama N'Siah

**MINISTÈRE DE LA FONCTION PUBLIQUE
ET DE LA RÉFORME DE L'ÉTAT**

**REPUBLIQUE DU CONGO
UNITÉ *TRAVAIL * PROGRÈS**

CABINET

C O M M U N I Q U E

Le ministre de la fonction publique et de la réforme de l'Etat informe les agents civils de l'Etat n'ayant pas pu se présenter à la première phase du recensement physique, que la phase de réclamation aura lieu à partir du 27 mars 2017 à Brazzaville.

A cet effet, les agents concernés sont priés de se présenter à l'inspection générale des services administratifs située dans l'enceinte du laboratoire national de santé publique, munis d'une pièce d'identité en cours de validité, d'une attestation de présence au poste, d'une carte photo d'identité en couleur format 4 x 4 et des documents justifiant, selon les cas, leur absence au poste de travail lors du contrôle physique, notamment :

- une attestation de congé et une note de cessation de service ;
- une attestation ou un arrêté de mise en stage ;
- un ordre de service ou de mission ;
- une autorisation d'absence ;
- un dossier d'hospitalisation.

Fait à Brazzaville, le 24 MARS 2017



Aimé Ange Wilfrid BININGA.



FONDS BLEU POUR LE BASSIN DU CONGO

Un outil de dynamisation du transport fluvial

Le Fonds bleu pour le Bassin du Congo qui a été porté sur les fonts baptismaux en début de mars dernier à Oyo, permettra entre autres, de dynamiser le transport fluvial au Congo et dans la sous-région, estime le conseiller à l'économie fluviale du ministre en charge des Transports, Eustache Libata.

« Il y a beaucoup de projets qui ont été initiés et qui connaissent une réalisation lente ou sont quelquefois arrêtés pour manque de financement. Etant donné que le Fonds bleu va être un outil de financement avec une gestion transparente, des mécanismes bien établis, nous avons bon espoir que cela permettra de dynamiser le transport fluvial », explique-t-il.

Douze pays d'Afrique subsaharienne et le Maroc se sont engagés dans le cadre de ce fonds qui est une initiative de la République du Congo, visant à mobiliser les financements au profit des projets d'entretien des voies navigables et d'amélioration des conditions de vie des populations.

Le transport fluvial national est confronté à de nombreux défis parmi lesquels ceux liés à l'amélioration de la navigabilité et de la sécurité de la navigation, à la qualité des infrastructures portuaires et d'accostage dont certaines se trouvent en état de vétusté. Pour Eustache Libata « le transport fluvial et les voies navigables sont un maillon essentiel. D'une part, pour réaliser l'objectif traditionnel du Congo qui est la vocation de pays de transit ; d'autre part, pour renforcer la chaîne logistique de transport qui permettra de desservir l'hinterland national et sous-régional ».

Dans le passé, le transport fluvial a joué un rôle déterminant dans le transport des marchandises vers les centres de consommation et d'exportation. Il s'agit notamment du cas du bois produit dans le Nord Congo qui transitait en grande quantité au Port maritime de Pointe-Noire via le Chemin de fer Congo océan (CFCO). Ce trafic avait été interrompu pendant les conflits armés de 1997, obligeant les exploitants forestiers de cette partie d'évacuer leur production par le port de Douala au Cameroun. « Ce qui a conduit au détournement du trafic bois du Nord Congo vers les voies parallèles, c'est simplement parce que nous n'étions plus en mesure de mettre à la disposition des exploitants forestiers une offre de transport permanente toute l'année », indique Eustache Libata, ajoutant que l'offre de transport permanente s'obtient en développant le transport multimodal.

Christian Brice Elion

NOUVELLES TECHNOLOGIES DE L'AUTOMOBILE

Les artisans mécaniciens et chefs de garage peuvent désormais se former à Pointe-Noire

Le Centre d'éducation, de formation et d'apprentissage (Cefa) en mécanique automobile de la Chambre consulaire de Pointe-Noire a lancé le 30 mars sa nouvelle vision : Cefa 2020, une formation adaptée aux nouvelles technologies de l'automobile. L'activité a eu lieu en présence de Jean-Luc Delvert, consul général de France à Pointe-Noire ; Sylvestre Didier Mavouenzela, président de la chambre consulaire ; des artisans mécaniciens et des chefs de garage.

Cefa 2020 est réalisé dans le cadre du compagnonnage consulaire entre la Chambre de commerce, d'industrie, d'agriculture et des métiers de Pointe-Noire et la Chambre des métiers et de l'artisanat des Pays de la Loire, délégation de Vendée. Il bénéficie du soutien du Consulat général de France à Pointe-Noire; de la conférence permanente des chambres consulaires africaines et francophones (CPCCMF) et de l'appui de l'Agence française de développement (AFD).

David Ruffin, conseiller pour la CCPCCMF et Dorian Mah oungou, directeur des études au Cefa automobile ont fait, devant les artisans mécaniciens, les chefs de garage et mécaniciens, la présentation des évolutions des métiers de l'automobile contenue dans Cefa 2020 « Il y a une grande mutation qui se produit dans l'automobile avec des véhicules où l'on y trouve de plus en plus de l'électricité et de l'informatique. Les mécaniciens du secteur informel sont confrontés à certaines difficultés qui naissent avec ces nouvelles technologies intégrées dans les véhicules d'au-

jourd'hui. Pour leur permettre de ne pas être à la traîne, nous avons initié ces formations continues sur les schémas électriques, les diagnostics automobiles, les pannes électroniques. Ainsi, le responsable du garage qui souhaite se former sur le système de diagnostics par exemple peut

plusieurs opportunités aux mécaniciens de la ville car le secteur des transports au Congo est en plein essor avec le corridor Pointe-Noire Brazzaville et son ouverture vers les pays frontaliers de la Cemac.

Dans son témoignage, Cyr Bikalou, ancien apprenti au Cefa automobile, dirigeant mécanicien, vendeur



David Ruffin échangeant avec les mécaniciens/crédit photo Adiac»

venir au Cefa automobile qui a prévu des séances de formation continue à raison de 15000 FCFA la séance. Une formation qui va déboucher sur le diagnostic multimarque. Il peut également utiliser les outils des diagnostics pendant un mois », a dit David Ruffin, conseiller pour la CPCCMF.

Des formations en mécanique, électronique, mathématique, physique et météorologie sont également disponibles tout comme le système documentaire et ses nombreux avantages.

Louant l'initiative, Jean-Luc Delvert, consul général de France à Pointe-Noire, a dit que Cefa 2020 offre

de pièces détachées automobile, a exhorté ses collègues mécaniciens à saisir cette opportunité qui va apporter une valeur ajoutée négligeable dans tous les domaines (formation, marchés, finances...).

Le Cefa automobile a ouvert ses portes en 2007. Né de la volonté des responsables de la chambre consulaire de Pointe-Noire de répondre aux besoins des entreprises en ressources humaines et de les anticiper, ce pôle de formation professionnelle, de développement de compétences offre une formation complète adaptée à toutes les nouvelles technologies de l'automobile.

Hervé Brice Mampouya

VIOLENCES SEXUELLES

Les parents invités à la protection des victimes de viol

Le Dr Flavien Boukaka a interpellé, le 31 mars, les femmes à ne pas traiter les cas de viol à l'amiable pour protéger les agresseurs, lors de la causerie débat animée sur le thème « Le soutien psychologique aux femmes victimes de violences sexuelles », organisée par la Croix-Rouge congolaise dans le cadre du mois de la femme à Brazzaville

L'orateur a expliqué dans sa communication qu'en protégeant l'agresseur, l'on oublie la souffrance de la victime. Selon lui, la victime éprouve de grandes difficultés aux conséquences multiformes : troubles sexuels, déconcentration scolaire, stigmatisation, traumatisme et bien d'autres. « Les femmes doivent prendre en main cette affaire de violence car elles sont elles-mêmes les principales actrices qui feront que le viol diminue en le dénonçant », a-t-il indiqué.

Le psychologue Flavien Boukaka a invité les parents à protéger les victimes avant d'indiquer qu'en cas de viol la victime doit être orientée vers un centre de santé pour



Une vue des participants (DR)

une prise en charge totale. Brazzaville, explique-t-il, est dotée de deux unités de prise en charge de cas de viol basées à Makélékélé et Talangai. Déplorant l'impunité obser-

vée au Congo, le docteur a émis le souhait aux autorités de prendre des mesures nécessaires afin que les victimes de viol ne se sentent pas abandonnées.

Notons que la Croix-Rouge congolaise a organisé cette causerie débat dans l'objectif d'interpeller la conscience des femmes sur les facteurs de la violence en vue de leur consolidation. Autres objectifs : montrer à la communauté les prestations de la Croix-Rouge sur le terrain en ce qui concerne les violences, etc.

Elle a été marquée d'allocutions prononcées par la 2e vice-présidente de la Croix-Rouge congolaise, Marie Charlotte Tula, le président national de la Croix-Rouge congolaise, Christian Sédar Ndinga ; de communications et de simulations sur le soutien psychosocial des victimes de violences sexuelles en temps de paix et de crise. La 2e vice-présidente de la Croix-Rouge congolaise, Marie Charlotte Tula a rappelé les droits des femmes, droit à : l'éducation, l'égalité, la san-

té, etc. Selon elle, les femmes doivent vivre leur liberté et hors de toute forme de discrimination et de violences, depuis les plus anodines jusqu'aux plus flagrantes.

Elle a, en outre, rappelé la mission générale de la Croix-Rouge qui selon elle, est de prévenir et alléger les souffrances humaines ; sauver des vies ; protéger les moyens d'existence ; améliorer les conditions d'existence des personnes vulnérables et promouvoir l'intégration sociale ainsi qu'une culture de non-violence et de paix.

Christian Sédar Ndinga a souligné que le travail de la Croix-Rouge contribue au développement du pays, et a appelé les femmes à s'approprier le contenu des communications avant d'inviter tous les citoyens à être volontaires de la Croix-Rouge congolaise.

Lydie Gisèle Oko

OUENZÉ

Le Club 2002 PUR organise une campagne de consultation médicale gratuite

Le Club 2002 PUR, Parti pour l'Unité et la République a lancé le 31 mars à Brazzaville une campagne de consultation médicale gratuite à l'endroit de la population de Ouenzé dans le 5^e arrondissement.



Juste Désiré Mondélé (DR)

Pendant près de 10 jours (du 31 au 8 avril), la population de Ouenzé pourrait ainsi gratuitement se faire dépister du paludisme, du diabète et se faire examiner la tension artérielle.

S'expliquant à propos, le conseiller municipal et départemental de Brazzaville, Juste Désiré Mondélé, qui a lancé la campagne, a fait savoir que cette prise en charge médicale a pour but de faire de sorte que Ouenzé se retrouve de nouveau, cinq ans après le drame du 04 mars, et un manière aussi de relancer toutes les activités autour du site du lycée de la Révolution qui va bientôt ouvrir ses portes.

« C'est une œuvre humanitaire simplement, une consultation multidisciplinaire que je ne peux d'ailleurs pas m'approprier. C'est une œuvre commune. Nous sommes de ce quartier, nous faisons beaucoup de choses ici et c'est à la demande des populations que nous avons organisé cette campagne. Cela n'a rien à voir avec ma candidature aux prochaines élections législatives », a souligné Juste Désiré Mondélé.

Ce dernier a d'autre part indiqué que cette initiative a eu l'approbation des autorités de Ouenzé qui ont apporté tant soit peu, leur concours à sa réussite. « Tout le monde a besoin de santé et croyez-moi, cette consultation est bien gratuite », a-t-il conclu.

Jean-Jacques Koubemba

FORCE PUBLIQUE

24 enquêteurs de la police judiciaire formés par le commandement

Ces officiers venus des douze départements du Congo ont pris part à un séminaire organisé par le commandement du 27 au 31 mars à Brazzaville. Objectif : améliorer les compétences dans le cadre du contrôle de l'immigration illégale. Ce séminaire, énième du genre est organisé dans le cadre de la coopération bilatérale entre la France et le Congo.

Au cours de cette session, les participants ont peaufiné leurs connaissances sur plusieurs aspects notamment la mise en œuvre d'une méthode efficace sur le démantèlement des réseaux des malfaiteurs, la traite des migrants et le profilage. « L'expert nous a donné un ensemble d'outils qui nous permettra de faire face à toute éventualité liée à l'activité migratoire. Donc, tout ce qui se passe à la frontière, nous sommes armés pour faire face à cela. Je conseillerai aux Congolais de ne pas faire les aventures comme ce que nous voyons à la télé principalement les flux migratoires importants en Libye, en Syrie et en Turquie. Que les Congolais prennent d'abord les textes législatifs avant d'engager une activité migratoire quelconque », a précisé l'un des participants au séminaire.

Guillaume Ondzé

DÉPARTEMENT DU POOL

Des armes de guerres saisies aux alentours du village Mpi

Dans un communiqué publié le 30 mars à Brazzaville, la force publique annonce avoir démantelé des campements de rebelles Nsiloulous de Frédéric Bintsamou alias pasteur Ntoumi aux alentours du village Mpi.

En Effet, dans leur retraite, les rebelles ont lâchement abandonné, outre les armes, plusieurs femmes et enfants, ainsi qu'un important lot de matériels. Ces femmes et enfants, entraînés dans cette folie, ont bénéficié de l'aide de la force publique pour regagner leurs villages respectifs, souligne le communiqué de la force publique.

Selon la même source l'arsenal saisi comprend 27 charges explosives, 1 fusil mitrailleur de type RPK, 2 PMAK et 2 dispositifs de mise de feu électrique.

« La force publique poursuit ses opérations dans le département du Pool. Toutefois, elle est disposée à garantir la sécurité des Nsiloulous qui choisiront d'abandonner la lutte armée », conclut le communiqué.

G.O.

MFILOU NGAMABA

Les femmes jouent leur partition dans la célébration du mois de mars

L'administrateur-maire de Mfilou Ngamaba, 7^e arrondissement de Brazzaville, Eugénie Opou, a sensibilisé le 31 mars, les femmes de cette circonscription administrative à leurs droits.

Pour cette circonstance, les élèves du lycée de la Réconciliation ont dédié des poèmes en l'honneur de la femme. Dans les vers, ils ont qualifié affectueusement l'administrateur-maire du 7^e arrondissement de Brazzaville de « reine du

africaine des droits de l'homme et des peuples.

« De nos jours il est permis de constater, au Congo, que même les professions longtemps considérées comme des chasses gardées des hommes sont devenues mixtes. (...) Mais en faisant l'autocritique, la majorité des femmes ignorent le contenu des textes qui nous régissent », a indiqué Joséphine Sika, conseillère à la solidarité au ministère de la Promotion de la femme et de l'intégration

l'égalité des salaires à la fonction publique et dans les entreprises privées, l'accès au travail ainsi qu'aux postes de prises de décision, bien que les pourcentages restent faibles.

Invitée à s'exprimer, la sénatrice Claire Assambo a relayé une heureuse expérience liée à l'autonomisation de la femme. Elle a encouragé les femmes à l'entrepreneuriat et à toutes sortes de métiers lucratifs. Sur la faible représentativité des femmes aux postes de prises de décision, Valéry Doniama a souligné le peu d'engagement et le désintéressement des femmes ainsi que leur sous information de l'actualité nationale.

Pour soutenir l'engagement féminin aux postes de décision, la directrice de la Maison des seniors, Rose Tchimpoussou, a souhaité que l'administrateur-maire de Mfilou-Ngamaba commence à nommer, au taux de 30%, des femmes cheffes de quartier dans sa circonscription.

Des rappels historiques.

La célébration en 2017 est la 107^e Journée mondiale des droits de la femme. Depuis 1965 au Congo, l'Union révolutionnaire des femmes du Congo (URFC) menait des réflexions relatives à la promotion des droits de la femme. En 1977, la Journée internationale des droits de la femme a été reconnue et officialisée par l'ONU.

Fortuné Ibara



Eugénie Opou (DR)

pays des Anko'o ». Ainsi donc, la reine du pays des Anko'o, Eugénie Opou, a décliné son intention de célébrer la femme. Elle soutient la gouvernance participative des femmes dans les sphères de prise de décision ainsi que dans la charte

de la femme au développement. Elle a invité l'ensemble des femmes à mener des réflexions sérieuses et à faire des propositions aux institutions de la République. Les Congolaises ont plusieurs faveurs liées à leur promotion :

IMPRIMERIE DU BASSIN DU CONGO

Un outil industriel performant rapide.

OFFSET
NUMÉRIQUE
SÉRIGRAPHIE
PELLICULAGE
DOS CARRÉ COLLÉ
CONCEPTION GRAPHIQUE

UNE LARGE GAMME DE PRODUITS

Journaux

Magazines

PRESSE

Quotidiens
Hebdomadaires
Mensuels
Numéros spéciaux...

Cartes de visite

Dépliants

Livres

Calendriers

Flyers, Affiches

OFFSET

Chemises à robot
Magazines
Livres
Dépliants
Documents administratifs
Calendriers
Flyers
Affiches
Divers

+242 06 951 0773
+242 05 629 1317
imp.bc@adiac-congo.com

84, boulevard Denis-Sassou-N'Goussou
Brazzaville - République du Congo



Siège social : Avenue Amilcar CABRAL,
Brazzaville-CONGO * 2889 (+ 242.22.281.09.78 / 55/56
Fax +242.22.281.09.77 www.lcb-bank.com

COMMUNIQUE À L'ATTENTION DE L'AIMABLE CLIENTELE

LCB BANK, soucieuse de toujours mieux vous servir, entreprend actuellement des travaux de finition d'un immeuble R + 4 sur l'Avenue des Trois Martyrs, qui a vocation à abriter à son rez-de-chaussée, son agence de proximité du quartier de Ouenze (Agence Jane Viale).

La clientèle de l'Agence Marché Mougali sera relocalisée dans le cadre de la nouvelle Agence.

L'ouverture de la nouvelle agence Jane Viale est prévue dans un délai d'un mois au plus tard, soit fin Avril 2017.

En attendant, à compter du lundi 03 avril 2017, la clientèle du fond de commerce de l'Agence Marché Mougali sera prise en charge à l'Agence Amilcar Cabral, sur l'avenue Amilcar Cabral au centre-ville de Brazzaville.

La Direction générale de LCB Bank présente ses excuses à son aimable clientèle pour le désagrément éventuel occasionné, et lui adresse ses sincères remerciements pour sa confiance et sa fidélité.

LCB Bank, toujours plus proche de vous !

La Direction générale

La Direction générale de LCB BANK informe son aimable clientèle de son Agence centrale (« Agence A », sise Avenue Amilcar Cabral au centre-ville de Brazzaville, de la fermeture temporaire de ladite agence pour raison de travaux de rénovation, **à compter du 1^{er} avril 2017.**

La clientèle attachée au fond de commerce de cette agence sera prise en charge sur le même site, au niveau de l'Agence Cabral, où les dispositions d'orientation sont d'ores et déjà prises.

Les travaux de rénovation qui sont prévus s'inscrivent dans un plan général de rénovation de l'ensemble des agences du réseau bancaire de LCB Bank, dans un souci d'amélioration des conditions de confort et de sécurité, à la fois de

personnel et de notre aimable clientèle.

Les travaux de rénovation sont prévus pour durer deux (02) mois, au terme desquels notre aimable clientèle sera reçue dans les meilleures conditions et dans le cadre d'une organisation mieux adaptée aux besoins de chaque catégorie de clientèle.

La Direction générale de LCB Bank présente ses excuses à son aimable clientèle pour le désagrément éventuel occasionné, et lui adresse ses sincères remerciements pour sa confiance et sa fidélité.

LCB Bank, toujours plus proche de vous !

La Direction générale

La Fondation Congo poursuit ses programmes «Yello School Connectivity» & «Yello 100 Bibliothèques pour tous» au Complexe scolaire Anne-Marie-Javouhey

Toujours en conformité avec son programme de développement au profit des communautés et de soutien au système éducatif congolais, la Fondation MTN Congo vient de doter le complexe scolaire Anne-Marie JAVOUHEY de deux (02) salles pédagogiques: une (01) Multimédia dénommée School Connectivity et une (01) Bibliothèque relative à son programme Yello 100 Bibliothèque pour tous. Conformément à son engagement de soutenir le système éducatif congolais.

Les deux (02) salles ont été inaugurées le vendredi 24 Mars 2017 à Brazzaville, par le Conseiller de l'Enseignement Secondaire, M. Jean Luc MOUTHOU, représentant du Ministre de l'Enseignement Primaire, Secondaire et de l'Alphabétisation, SEM Anatole Collinet MAKOSSO, en présence des personnalités comme le Président du Conseil d'Administration de MTN Congo M. Gervais BOUITI VIAUDO, les Administrateurs de ladite Fondation Mme Victorine NGAMPOLO & M. NGAMPIKA MPERE, le Directeur Général de MTN Congo M. Djibril OUATTARA et d'autres invités de marques représentant les institutions des Nations-Unies (UNICEF & UNESCO), ainsi que l'Association des Parents d'Elèves et Etudiants du Congo (APEEC).

L'Engagement de la Fondation MTN Congo

Pour MTN Congo, l'utilisation des TICs doit être placée au cœur de l'enseignement comme outil de formation, afin de pouvoir réduire le gap des équipements didactiques et éducatifs.

Aujourd'hui, l'évolution des besoins de formation du personnel enseignant et encadreur des établissements d'enseignements primaires, secondaires et même supérieurs dans les domaines de la gestion des outils didactiques, la gestion des compétences et des connaissances, la nécessité de maintenir l'employabilité, la maîtrise des nouveaux outils et processus, le développement des pratiques de reconnaissance des acquis de l'expérience modifient substantiellement les modalités des enseignements... sont autant de problématiques qui peuvent trouver un axe de solution à travers l'intégration des TIC dans l'écosystème éducatif congolais. Telle est la vision que s'est fixée de poursuivre MTN Congo à travers sa Fondation. En effet, MTN Congo estime qu'une grande exposition des élèves et étudiants à des outils interactifs et éducatifs tel que le School Connectivity au cours de leur scolarité a forcément un impact positif sur la réussite de leurs études, notamment lorsqu'il s'agit de la compréhension pratique ou technique des matières comme les mathématiques, la physique, les sciences naturelles et les sciences sociales. Cette assertion est également valable pour les enseignants, pour qui l'abondance des solutions technologiques éducatives vient révolutionner leur enseignement, et par voie de conséquence désacralise et démocratise la connaissance et le savoir.

«Ainsi, l'utilisation des TIC comme outil au service de l'enseignement ne peut se limiter à une simple inauguration d'une salle multimédia. Car pour la Fondation MTN Congo, ceci fait partie d'un processus global



de reconfiguration organisationnelle de la formation en milieu éducatif secondaire» a estimé M. Cyriaque OKOUMOU, Directeur de la Fondation MTN Congo. « Les TIC sont des technologies de la distance, qui donnent sens à la gestion de la proximité, permettant ainsi de rapprocher l'apprenant de son enseignant tout en assurant une meilleure compréhension de la formation et un accompagnement de l'éventuelle mobilité des acteurs éducatifs », a-t-il ajouté.

Les avantages des TIC dans l'Enseignement

Grace aux TIC, les images peuvent facilement être utilisées pour enseigner et améliorer la mémoire des élèves et étudiants à long terme. Les enseignants peuvent facilement donner des explications complexes et s'assurer de la bonne compréhension des élèves ou des étudiants. Il est possible à travers les TIC de rendre les classes interactives et les cours plus agréables, ce qui, pourrait améliorer le taux de présence et la concentration des élèves.

C'est là tout l'intérêt de la Fondation MTN Congo dans la poursuite de l'implémentation de ce projet School Connectivity dans les institutions de l'enseignement en république du Congo ; l'objectif poursuivi étant qu'en plus de donner accès à une quantité impressionnante d'information, d'images, de simulations, etc, aux apprenants et enseignants, les TIC favorisent aussi l'adoption d'une approche pédagogique qui place l'élève au centre du processus d'apprentissage. En effet, elles fournissent des moyens novateurs, non seulement pour la diffusion des connaissances mais aussi pour l'exploration de stratégies d'apprentissage qui favorisent la construction des compétences chez l'enfant.

C'est vraiment dans cette optique que la Fondation MTN Congo se veut un levier dans l'installation des équipements et appareils TIC en faveur des enseignants et élèves afin de leur offrir un environnement d'apprentissage plus efficace.

En somme, la Fondation veut offrir du numérique comme support au système éducatif, principalement dans les établissements secondaires, et comme un facilitateur dans l'accomplissement des missions fondamentales comme instruire, éduquer, émanciper et former les enfants d'aujourd'hui pour en faire des citoyens épanouis et responsables de demain. Et consécutivement, contribuer au développement social des communautés du Congo.



«Faire entrer l'école dans l'ère du numérique c'est apprendre et enseigner autrement, pour favoriser la réussite de tous», a dit M. Olfrey ODZOUO OBA, Responsable Brand Ambassadorship à MTN Congo. C'est justement sur cet axe que la Fondation MTN Congo a lancé depuis 2009, son programme dénommé « School Connectivity » qui consiste en la mise en place des salles multimédias dans les instituts et les facultés de l'université Marien Ngouabi.

Cependant, il sied de se demander ce que serait la maîtrise du numérique sans base pédagogique et syllabaire ?

Au regard de ce prérequis important, la Fondation avait conçu et mis à exécution le programme «Y'ello 100 bibliothèques pour tous», dans l'ensemble des 12 départements du Congo, à raison de 08 bibliothèques par département, afin d'"asseoir" dans l'esprit des jeunes la place importante du livre dans leur éducation et d'en faire un outil didactique par excellence.

La promesse tenue

Une promesse faite aux responsables du complexe scolaire Anne Marie Javouhey, se devait d'être concrétisée. C'est ainsi que le vendredi 24 mars dernier, liant la parole à l'acte, ce complexe scolaire a bénéficié de la totalité des programmes à travers la mise à disposition de deux salles : une Multimédia (School Connectivity) et une Bibliothèque (Y'ello 100 bibliothèques pour tous) pour le grand bonheur de ses 2000 élèves. Plein de sens a été le mot de la sœur Josée Cloaree, Provinciale des sœurs Saint-Joseph de Cluny, représentant la complexe scolaire Javouhey, qui a remercié la Fondation MTN Congo, pour avoir gratifié leur établissement de ces deux bijoux. «Vous avez su joindre le traditionnel au moderne et le livre à l'internet. Ce sont deux choses indispensables dans la vie scolaire. Le livre reste un objet privilégié de toutes les civilisations mais aujourd'hui force est de constater que notre enfant préfère aller au plus facile c'est-à-dire chercher dans le web des informations et le livre reste dans les librairies. Il n'empêche que l'internet est une source de culture et d'enrichissement intellectuel si l'on sait s'en servir à bon escient », a-t-elle reconnu.

Quant au DG de MTN Congo, M. Djibril Ouattara, la bibliothèque est un outil qui développe la réflexion critique et permet d'utiliser efficacement l'information quels qu'en soient la forme ou le support. «Elle complète et soutient les objectifs pédagogiques de l'école, constitue un lieu de recherche et de

traitement de l'information, de développement du sens critique d'un individu ; un lieu de connaissance du monde, de connaissance de soi, d'enrichissement culturel et de son autonomie».

S'adressant directement aux élèves, M. Ouattara a réitéré le rôle prépondérant du livre dans l'apprentissage. « Les manuels qui jonchent les étagères de cette bibliothèque sont destinés à instruire, éduquer par des récits émouvants, des descriptions admirables ou des anecdotes divertissantes », a-t-il dit, tout en les invitant à en profiter au maximum pour renforcer leurs connaissances dans tous les domaines.

Ladite salle permettra aux élèves de Javouhey d'acquérir une culture numérique les préparant à participer activement à la société de l'information et du savoir d'une part, et servira également aux élèves et aux enseignants à faire des recherches sur internet, d'autre part. Par conséquent, les enfants peuvent préparer un cours en groupe, faire les recherches documentaires et être plus aguerri devant le professeur en termes d'interactions.

Brunot OSSETE, président des parents d'élèves du complexe scolaire Anne Marie Javouhey, a dit sa gratitude à l'égard de la société MTN Congo pour l'apport précieux que sont ces outils de travail. Avec ces deux réalisations, celui-ci n'accorde aucune excuse, aucun subterfuge aux élèves dudit complexe scolaire pour justifier un quelconque échec scolaire ou un échec dans la vie.

Enfin, s'exprimant au nom de tous les élèves, mademoiselle, BEL'HANTIER Chloé, en classe de première C au sein du complexe scolaire Javouhey a remercié la Fondation MTN Congo pour ces précieux outils d'étude et de culture pour lesquels elle a promis qu'ils en feront bon usage car, a-t-elle déclaré, « La mondialisation culturelle et la révolution informatique est une exigence de nos jours et permet aux jeunes de désormais jongler entre le livre et le web ».

Il sied tout de même de préciser, que la sœur Josée a souhaité que tous les murs de ce complexe bénéficient des belles couleurs de MTN.

De la Qualité de l'Équipement

La bibliothèque de Javouhey compte 52 places assises avec près de 15 000 ouvrages allant du primaire au secondaire (Français, Littérature, Philosophie, Mathématiques, SVT, Quid, Physique & Chimie, Anglais, Allemand, Espagnol, Découvertes, Sciences Sociales...). La salle School Connectivity, quant à elle, est équipée de 20 Configurations informatiques complètes, d'une imprimante multifonctionnelle avec connexion internet à Haut Débit 4G Gratuite pour une (1) Année.

En définitive, la Fondation MTN Congo apporte un concept de norme et son souhait est de voir d'autres entreprises congolaises prendre le pas de la RSE (Responsabilité Sociétale des Entreprises) afin de réduire les fractures didactiques au profit de l'enfant Congolais.

Le déploiement du programme continuera à Brazzaville, principalement à Ouenzé, Moukondo, Makambandilou qui bénéficieront bientôt des mêmes implémentations.

MTN, everywhere you go !

AFRIQUE CENTRALE

La CEEAC et le Gabon entendent booster l'artisanat

La question a été largement évoquée lors d'un entretien entre le secrétaire général de la Communauté économique des Etats de l'Afrique centrale (CEEAC), Ahmad Allam-MI et le ministre gabonais de la Promotion des Petites et moyennes entreprises, chargé de l'Entrepreneuriat national, Biendi Maganga-Moussavou.

Au cours de leur échange, les deux personnalités ont abordé des sujets d'intérêt commun centrés notamment sur les conclusions de l'assemblée générale de la Confédération des artisans et des petites entreprises de l'Afrique centrale (Capeac), tenue à Libreville en décembre 2016.

Dans son propos liminaire, le ministre de la Promotion des petites et moyennes entreprises de la République gabonaise s'est félicité de l'excellente collaboration qui existe entre le secrétariat général de la CEEAC et son département ministériel et a chaleureusement remercié le secrétaire général de la CEEAC pour le soutien technique et financier apporté à la République gabonaise dans le cadre de l'organisation de l'assemblée générale de la Capeac.

Le ministre gabonais, Biendi Maganga-Moussavou, a ensuite informé son hôte des principales conclusions de l'assemblée générale constitutive de la Capeac ainsi que des avancées réalisées dans la mise en œuvre des recommandations issues de cette réunion.

Par ailleurs, il a sollicité, une fois de plus, l'appui technique et financier du secrétariat général de la CEEAC. Un projet de cahier des charges a été remis au secrétariat de ladite institution pour appréciation et signature éventuelle.

Pour sa part, Ahmad Allam-MI s'est félicité de la qualité des relations qui existent entre les deux institutions. Il a ensuite souligné l'importance du secteur de l'artisanat en raison du potentiel dont il dispose pour la création des emplois pour les jeunes dans le contexte actuel marqué par la crise économique liée à la chute des prix des matières premières.

Toutefois, il a relevé que l'exploitation du potentiel de ce secteur dépend de l'organisation de ses acteurs et de la mise en œuvre des actions appropriées permettant de développer l'activité artisanale dans la perspective de l'industrialisation de ce secteur.

Enfin, il a évoqué la nécessité d'élaborer une stratégie sous-régionale du développement du secteur de l'artisanat et de l'activité des petites entreprises, assortie de programmes précis.

Yvette Reine Nzaba

PAIX ET SÉCURITÉ EN AFRIQUE

Le Congo et l'Algérie favorables pour la mise en place de la Force africaine

Au cours d'un entretien, le président Denis Sassou N'Guesso et son homologue algérien, Abdelaziz Bouteflika, ont exprimé leur convergence de vues sur divers dossiers, d'après un communiqué conjoint diffusé à l'issue de la visite d'Etat en Algérie du chef de l'Etat congolais.

Au plan africain, les deux chefs d'Etat « ont réitéré leur soutien aux efforts de l'Union africaine dans la recherche de solutions politiques aux crises et conflits en Afrique et ont réaffirmé la nécessité d'œuvrer en faveur du développement économique et social du continent ».

Après avoir relevé la multiplication des groupes terroristes, du trafic de drogue et la circulation illicite des armes dans leurs régions respectives, les deux présidents ont réaffirmé, selon le communiqué, la nécessité d'œuvrer en faveur de « l'opérationnalisation de l'architecture de paix et de sécurité de l'Union africaine avec la mise en place de la Force africaine en attente et de la Capacité africaine

de réponse immédiate aux crises de l'Union africaine (Caric) ».

En novembre 2016, l'Union africaine avait estimé que la Caric était prête à répondre rapidement aux crises sécuritaires et à contribuer aux opérations de soutien à la paix.

en Libye est très dégradé. Le pouvoir peine à mettre en place des forces de sécurité capables de faire face aux milices armées, qui imposent leur loi. Ces ex-rebelles, souvent islamistes aux motivations diverses disent tirer leur légitimité du rôle qu'ils ont joué dans la chute du

« Le Congo et l'Algérie ont réitéré leur soutien aux efforts de l'Union africaine dans la recherche de solutions politiques aux crises et conflits en Afrique et ont réaffirmé la nécessité d'œuvrer en faveur du développement économique et social du continent »

S'agissant de la crise libyenne, Denis Sassou N'Guesso, qui préside la réunion de haut niveau de l'Union africaine (UA) sur la Libye et Abdelaziz Bouteflika ont exprimé leur soutien à « une solution politique consensuelle et durable à même de préserver l'unité, l'intégrité territoriale et la cohésion de son peuple ».

En effet, depuis la chute du régime de Mouammar Kadhafi en 2011, le climat sécuritaire

dictateur. Ils sont aujourd'hui engagés dans un véritable bras de fer avec le pouvoir en place. Signalons que la visite du président congolais à Alger a été précédée par la septième session de la grande commission mixte de coopération entre le Congo et l'Algérie, qui s'est tenue du 25 au 26 mars. Elle a été sanctionnée par la signature de plusieurs accords de coopération dans différents domaines.

Y.R.Nz.

INNOCENTE OU COUPABLE ? A VOUS DE JUGER



LA NOUVELLE SERIE EVENEMENT SUR **NOLLYWOOD TV**

06 877 92 92
(COUT D'UNE COMMUNICATION LOCALE SELON VOTRE OPERATEUR FIXE OU MOBILE)

LES BOUQUETS
CANAL+

CHRONIQUE

Poisson d'avril

Nous avons sans doute, et chacun à sa manière fait une plaisanterie en usant à notre guise de cette bonne vieille tradition du poisson d'avril qui consiste à accrocher un poisson de papier dans le dos des personnes dont on veut se moquer, elle est devenue aussi l'exclamation que l'on pousse une fois qu'une des plaisanteries est découverte et l'on se plaît à faire des calembours, mais savons-nous réellement de quoi elle tient et quelle en est l'origine ?

C'est une plaisanterie, certes, un canular, que l'on fait, et particulièrement le 1er avril, date ou l'on peut aussi bien dire que c'est permis. Le poisson d'avril s'adresse aussi bien aux connaissances, aux amis qu'aux familles et bien souvent des canaux très officiels tels que les médias, la presse écrite, la radio, la télévision, sans oublier l'incontournable Internet sont utilisés pour donner plus de crédit à ce canular. Vous l'avez assurément vécu bien ou mal, il y a deux jours de cela mais ce qui importe c'est qu'au finish nous conservions tous ce fair-play et ce bon esprit d'amuseurs.

Il demeure difficile de préciser avec certitude les origines du poisson d'avril car elles demeurent obscures, mais cependant, ce qui est certain c'est qu'on le retrouve dans plusieurs cultures depuis l'Antiquité et le Moyen Âge notamment à l'occasion des fêtes religieuses romaines des Hilaria célébrées le 25 mars ; la Holi, fête des couleurs hindouiste ; Sizdah bedar, fête persane ; Pourim, fête juive ; fête des Fous médiévale en Europe etc.

Déjà, une première explication liait le poisson d'avril à la Pâques marquant ainsi la fin du jeûne du carême, le poisson symbolisant

chez les chrétiens le symbole et un acronyme du nom de Jésus dérivé du mot Passion. Une autre parmi les innombrables hypothèses, relie la date du 1er avril à la réforme calendaire du XVIe siècle et selon la légende, certaines personnes eurent des difficultés à s'adapter au nouveau calendrier, tandis que d'autres n'étaient tout simplement pas au courant du changement et continuèrent de célébrer le 1er avril selon l'ancienne tradition. La moquerie pour ces derniers se transforma en anecdotes que l'on racontait avec délectation sur ces étourdis et on leur remettait des faux poissons correspondant à la fin du Carême. D'après cette même légende c'est ainsi que naquit le fameux poisson d'avril, ou jour des fous, qui n'acceptaient pas la réalité ou la voyaient autrement.

Autant de versions aussi vraisemblables les unes que les autres qui n'enlèvent aucun mérite à ce moment unique que nous vivons une fois l'an.

Cette coutume de faire des plaisanteries s'est répandue dans de nombreux pays, April Fool's Day pour les Américains et les Britanniques Aprilscherz chez les Allemands, « jour des fous » chez les Russes, « jour des mensonges » (dia das mentiras) au Portugal et au Brésil, aussi bien au Danemark, aux Pays-Bas, en Belgique, au Canada, en Italie, en Pologne, en Croatie, en Slovénie au Portugal, aux États-Unis, en Suisse, en Suède, en Finlande au Japon etc. ...

Rares ceux qui ne tombent dans ce piège, alors le 1er avril est-il devenu ce jour unique où il sied de prendre toute information ou nouvelle avec beaucoup de prudence.

Ferréol GASSACKYS

AVIS DE RECRUTEMENT D'UN ENQUÊTEUR

Un projet spécialisé dans la protection de l'environnement recherche une ou un enquêteur engagé(e)

Congolais ou étranger prêt à travailler sous pression. CV, lettre de motivation et attestation à

envoyer à l'adresse :

recrutement2016congo@gmail.com

UNE ADRESSE E-MAIL
POUR NOUS ENVOYER VOS ANNONCES
PLUS RAPIDEMENT

regie@lesdepechesdebrazzavilles.fr



www.lesdepechesdebrazzaville.fr



Programme relatifs aux obsèques du Berger Rock Stève Nguenda

-Lundi 3 avril 2017:

-9h : levée du corps à la morgue municipale de Brazzaville pour le temple "Mont Carmel"

-10h : recueillement au domicile familial au N° 158 de la Rue Mboko au bord du Madoukou de Ouenzé

-12h : messe en la Basilique Sainte-Anne du Congo

-14h : départ pour le cimetière Bouka

-16h : Fin de la cérémonie.

NÉCROLOGIE

Les enfants Ansi-Obangala, Oba et famille ont la profonde douleur d'annoncer aux parents, amis et connaissances ainsi qu'au personnel du ministère des Affaires étrangères de Brazzaville et Pointe-Noire le décès de leur frère, neveu, Elitch Therlamb Obangala, survenu le jeudi 23 mars à 23 heures des suites d'une maladie.

La veillée mortuaire se tient sur la rue Eko (6e avenue « Jamaïque »).

La date des obsèques vous sera communiquée ultérieurement.



Les enfants Ekamba-Elombe sont dans le regret de vous annoncer le décès de leur sœur Patricia Jessica Ekamba-Elombe. Décès survenu le mardi 28 mars 2017 à l'hôpital Pierre Mobengo. La date des obsèques vous sera communiquée ultérieurement. Paty que ton âme repose en paix.

Références du lieu de la veillée : 74, rue Baloy à Ouenzé arrêt de bus Mimi, derrière Top TV.



IN MEMORIAM

Il ya neuf ans que le Seigneur a rappelé en son royaume, son fils Sala Dominique Godefroy, Inspecteur d'Etat, membre du comité central du Parti congolais du travail, décédé à Neuilly en France le 31 mars 2008.

En ce jour de triste anniversaire, sa famille, ses enfants et son épouse demandent à tous ceux qui l'ont connu d'avoir une pensée pieuse pour lui.

Des messes en sa mémoire ont été dites en la paroisse Anne Marie Javouhey à Brazzaville le vendredi 31, samedi 1er et dimanche 2 avril 2017.



UBA enregistre une croissance de 32% de son bénéfice avant impôts et déclare un solde de dividende de 55 kobo par action

United Bank for Africa (UBA) Plc, le groupe panafricain des services financiers opérant dans 19 pays africains, a publié ses résultats annuels audités de l'exercice 2016, affichant une croissance significative des revenus et des bénéfices bruts, une preuve de résilience, de productivité améliorée et de diversification géographique évidente dans la contribution impressionnante de ses filiales africaines.

Le Groupe a enregistré une croissance impressionnante de 22% des revenus bruts qui s'établissent à NGN 384 milliards au mois de décembre 2016 contre NGN 315 milliards à la fin de l'exercice 2015, illustrant la capacité de la banque à accroître sa rentabilité en dépit de l'environnement macro-économique difficile. En plus de l'adoption croissante des canaux électroniques sur la plupart des marchés africains où UBA opère, la Banque s'est appuyé sur sa forte franchise et son empreinte géographique. Comme le témoignent les résultats publiés le 24 mars 2017 à la Bourse du Nigeria au titre de la période de janvier à décembre 2016, le Groupe a enregistré une croissance significative de 32% du bénéfice avant impôts de NGN 91 milliards contre un bénéfice de NGN 68 milliards au cours de la même période de 2015. Le bénéfice après impôts de UBA a progressé de 22% pour s'établir à NGN 72 milliards contre NGN 60 milliards l'année précédente. La performance a été soutenue par une croissance considérable à la fois des revenus d'intérêts et d'autres revenus, ainsi que

l'augmentation des gains d'efficacité découlant des initiatives de gestion des coûts. Les filiales du Groupe UBA en dehors du Nigeria gagnent de plus en plus de parts de marché, renforçant ainsi la contribution forte et impressionnante des filiales au Groupe, estimée à un tiers du bénéfice de 2016 contre un quart au titre de l'exercice 2015. Suite à cette performance impressionnante, le Conseil d'administration a proposé un dividende de 55 kobo, sous réserve de l'approbation des actionnaires lors de la prochaine Assemblée Générale Annuelle prévue pour le 7 avril 2017 à Eko Hotel & Suites, à Lagos, au Nigeria. La Banque avait déjà versé un dividende intérimaire de 20 kobo aux actionnaires, portant le dividende total de l'exercice 2016 à 75 kobo, soit un rendement sans précédent de 13,9%, sur la base du cours du prix unitaire de NGN 5,39 à la Bourse du Nigeria. Les résultats et l'offre de dividende justifient la confiance des investisseurs dans la banque, comme le témoigne la reprise de 20% en cumul annuel du cours de l'action depuis le début de l'exercice contre une perte globale de 5% au cours de la même période de l'exercice précédent. Dans ses commentaires sur les résultats, le DG du Groupe, Kennedy Uzoka, a exprimé sa satisfaction pour la résilience de la banque, en dépit des défis



macroéconomiques dans un certain nombre de filiales du Groupe UBA. "Compte tenu de l'environnement d'exploitation en 2016, je suis très satisfait de notre rentabilité - une croissance impressionnante de 32% du bénéfice avant impôts qui s'établit à NGN 91 milliards - pendant que nous nous concentrons également sur les gains d'efficacité opérationnelle illustrée par la réduction de notre coefficient d'exploitation." a déclaré M. Uzoka. S'exprimant sur ses perspectives pour l'exercice 2017, M. Uzoka a exprimé son optimisme, car les opérations panafricaines de la Banque gagnent de plus en plus

de masse critique sur les marchés choisis. "En mettant en œuvre notre philosophie 'Customer First', nous abordons 2017 avec un réel optimisme, surtout que les perspectives restent positives sur bon nombre de nos marchés, où nous tirons profit de nos flux de revenus de plus en plus diversifiés. Nous réitérons notre engagement à offrir un excellent service à nos clients, tout en restant déterminés à créer un rendement supérieur et durable pour nos actionnaires".

Ugo Nwaghadoh, Directeur Financier du Groupe UBA, a déclaré que la Banque a gagné en efficacité dans ses opérations pour accroître la rentabilité. Il a confirmé que la Banque a connu une amélioration significative par rapport aux principaux indicateurs de performance, y compris une amélioration de la marge nette d'intérêts. "Nos résultats de 2016 reflètent le fort potentiel et la résilience de nos opérations. Le chiffre d'affaires et le bénéfice ont respectivement progressé de 22% et de 32%, malgré la stagflation au Nigeria, notre principal marché. Reflet d'une meilleure gestion du bilan et d'une meilleure extraction de valeur, notre marge nette d'intérêts a progressé de 40 pdb en glissement annuel à 6,7%", a noté le Directeur Financier du Groupe.

Il a également exprimé sa satisfaction face aux performances des

filiales africaines du Groupe en dehors du Nigeria, qui ont contribué à hauteur du tiers des bénéfices du Groupe, ajoutant que la Banque continuera de tirer parti des offres innovantes pour accroître sa part sur les marchés respectifs. "Alors que nous exécutons avec diligence notre initiative 'Customer First', je suis particulièrement optimiste quant à l'avenir des opérations et à la création de valeur pour les actionnaires", a-t-il noté. United Bank for Africa Plc est un groupe de services financiers de premier plan en Afrique subsaharienne, avec une présence dans 19 pays africains, ainsi qu'au Royaume-Uni, aux États-Unis d'Amérique et en France. D'une seule filiale créée en 1949 au Nigeria, la première économie d'Afrique, UBA est devenue un fournisseur panafricain de services bancaires et d'autres services financiers à près de 11 millions de clients à travers des canaux de service des plus diversifiés de l'Afrique subsaharienne : 632 agences, 1 750 GAB, près de 13 500 TPE et une solide plateforme bancaire électronique et mobile. UBA est la première banque nigérienne à faire un appel public à l'épargne, suite à sa cotation sur la bourse du Nigeria en 1970. Elle est également la première banque nigérienne à émettre des Certificats Globaux de Dépôt (GDR). La Banque dispose d'une base très diversifiée d'actionnaires, y compris des investisseurs institutionnels étrangers et locaux ainsi que des actionnaires individuels.

Ouvert à Brazzaville

BUROTEC

www.burotec.biz

Agence Brazzaville : Raz-de-chaussée, Immeuble 5 Février 1979 - Brazzaville - République du Congo
E-mail : contactbzv@burotec.biz / salesbzv@burotec.biz - Tél. : (00242) 05 537 14 71 / 05 537 14 75

Esselte, Rapid, Quod Vadis, Qbox, Parker, Rhodia, Exacompta, Fellowes, Stabilo

Agence Pointe Noire : 98, Avenue Charles de Gaulle - B.P. 828
E-mail : contact@burotec.biz / vente@burotec.biz - Tél. : 08 677 66 58 / 05 524 26 78 / 22 294 08 04

IN MEMORIAM



03 avril 2013 - 03 avril 2017, les années passent vite mais sans édulcorer le souvenir de tes tendresses, de ta rigueur, de ta témérité et de ton amour maternel dans nos vies, chère maman. C'est pourquoi en ce quatrième anniversaire de ton rappel à Dieu, nous sommes sûrs que tu fleuris déjà là où tu es planté dans le Royaume des cieux, notre belle et tendre mère Rosalie Mekoyo.

Tes enfants

Programme des messes d'actions de grâce de Joseph Ockana

04 avril 2009 - 04 avril 2017

Voici aujourd'hui huit ans que le Seigneur à rappeler auprès de lui son fils Joseph Ockana. En ce jour de triste anniversaire des messes d'actions de grâce seront dites le mardi 4 avril 2017 à partir de 6h dans les paroisses suivantes :

- Saint-François d'Assises
- Cathédrale
- Fatima de M'pila
- Sainte-Anne de Poto-poto
- Jésus Ressuscité (Plateau des 15 ans)
- Anne-Marie Javouhey
- Saint-Esprit de Mougali
- Sainte-Marie de Ouenzé
- Saint Jean-Baptiste de Talangai

Nous prions à tous ceux qui ont connu d'avoir une pensée pieuse pour lui.

Papa, que ton âme repose en paix.

Le temps passe, mais tu restes présent dans nos cœurs.

Alphonsine et les enfants Ockana



NOMINATION DU PREMIER MINISTRE

Consultations informelles entre parties prenantes aux négociations

Depuis le 29 mars, les émissaires du président Joseph Kabila consultent en son nom aux fins de « baliser le terrain » en rapport avec les deux questions d'achoppement : la nomination du Premier ministre et la désignation du président du Conseil national de suivi de l'accord.

La Majorité présidentielle sous la houlette d'Aubin Minaku et Adolphe Lumanu ont entrepris une nouvelle série de consultations, depuis mercredi, avec les parties prenantes aux dernières discussions du centre Interdiocésain en rapport avec les arrangements particuliers relatifs à la mise en œuvre de l'accord du 31 décembre. C'est au nom de l'autorité morale de leur plateforme, en l'occurrence Joseph Kabila, que ces deux cadres de la mouvance présidentielle entreprennent cette démarche de la dernière chance. L'objectif, c'est de trouver un terrain d'entente en conciliant les vues autour de deux matières sur lesquelles ont achoppé les négociations, à

savoir, la nomination du Premier ministre et la désignation du président du Conseil national de suivi de l'accord.

Le chef de l'Etat, qui a promis aux évêques de s'impliquer personnellement pour qu'un consensus soit dégagé le plus rapidement possible autour de ces deux sujets, est vite passé à l'action. Ces nouvelles consultations qui bénéficient de son soutien apparaissent comme la dernière carte à jouer dans une partie où la victoire semble de plus en plus s'éloigner. D'après le porte-parole de la Majorité, ces consultations tendent à baliser le chemin dans le sens de trouver une voie de sortie à l'impasse qui gangrène actuellement la scène politique du pays. De ces contacts informels, l'on retiendra que la quasi-totalité des acteurs politiques ayant pris part aux négociations de la Cenco y ont répondu favorablement, sauf l'aile du Rassemblement conduite par le tandem Félix Tshisekedi-Pierre Lumbi.

Alors qu'à la Majorité, on se félicite de l'initiative qui intervient



Des délégués au dialogue lors d'une plénière OKOK

après que les évêques catholiques ont mis fin à leur mission de bons offices sans avoir atteint le résultat escompté, au Rassemblement, on voit plutôt l'ombre d'un piège. « *Comment le coach d'une équipe peut-il proposer d'encadrer l'équipe adverse dans un match qui oppose les deux clubs ?* », s'est

interrogé Christophe Lutundula, le vice-président du G7. Un point de vue diamétralement opposé à celui de l'autre aile du Rassemblement pilotée par Joseph Olenghankoy qui salue l'initiative tout en ne doutant pas de l'engagement du chef de l'Etat dans la réalisation des élections à la date convenue,

c'est-à-dire avant fin 2017. Joseph Olenghankoy et ses amis se disent prêts à remettre au chef de l'Etat les trois noms des candidats premiers ministres issus de leur rang afin qu'il puisse nommer celui de son choix en vertu de ses prérogatives constitutionnelles.

Alain Diasso

RÉDUCTION DES EFFECTIFS DE LA MONUSCO

La RDC prend acte de la résolution 2348

L'ONU a adopté à l'unanimité le renouvellement pour un an du mandat de la Monusco dont les effectifs passent de 19.815 à 18.316 hommes.

Les discussions au Conseil de sécurité en rapport avec l'avenir de la Mission onusienne de maintien de la paix en RDC ont eu lieu le vendredi 31 mars à New York. Elles ont abouti, après de chaudes empoignades entre les tenants et les anti renouvellement du mandat de la Monusco à la résolution 2348. Celle-ci proroge le mandat de la mission onusienne en RDC qui voit ses effectifs passer de 19.815 à 18.316 hommes. La France aura beaucoup pesé dans l'adoption de cette résolution en faisant le contrepoids à l'administration Trump qui menaçait carrément de couper les effectifs et les budgets. Par ailleurs, le Conseil de sécurité recentre aussi le mandat de la mission sur la protection des civils et la mise en œuvre de l'accord politique du 31 décembre. La Monusco sort ragaillardie de cette résolution en ce sens qu'elle gagne en mobilité et pourra opérer dans l'ensemble de la République démocratique du Congo, notamment avec des troupes plus spécialisées et l'ONU l'espère, mieux formée, en remplaçant les contingents les moins efficaces.

Dans un contexte préélectoral tendu dans le pays et alors que de nouveaux foyers de tension sont apparus ces derniers mois, la résolution astreint le secrétaire général à conduire une revue stratégique de la mission d'ici le 30 septembre 2017 pour envisager une adaptation de la force et une stratégie de sortie. Juste une manière de mettre la pression sur les autorités congolaises de sorte à les amener à l'application sans faille de l'accord du 31 décembre qui fixe la tenue des scrutins d'ici le mois de décembre.

« *Mon gouvernement prend bonne note de la réduction des effectifs de la Monusco* », a déclaré le représentant de la RDC à l'ONU, Ignace Gata Mavita. L'officiel congolais qui a participé à cette séance de travail consacrée à la RDC a indiqué, par ailleurs, que son pays « *va poursuivre le dialogue stratégique avec les Nations unies, les partenaires internationaux et régionaux, afin de définir le calendrier devant aboutir au retrait ordonné et définitif de la Monusco de la République démocratique du Congo* ».

A.D.

AFRIQUE CENTRALE

Le Rwanda consolide les bases de son retour au sein de la CEEAC

Le ministre rwandais des Affaires étrangères et de la coopération a dépêché jeudi son conseiller diplomatique, Désiré Nyaruhirira, à Libreville pour discuter avec le secrétaire général de la CEEAC, Ahmad Allam-mi, des modalités d'apurement de ses arriérés des cotisations, et du fonctionnement actuel du secrétariat général de la CEEAC.

« *Pour matérialiser son retour, le Rwanda a décidé de sortir de la Communauté économique des pays des Grands Lacs (CEPGL) pour se consacrer essentiellement à la CEEAC, à la lumière des décisions prises par le dernier sommet des chefs d'Etat et de gouvernement tenu à Libreville qui avait recommandé d'accélérer l'intégration de la CEPGL au sein de la CEEAC* », a rappelé le diplomate rwandais.

Au cours de cet échange, le secrétaire général de la CEEAC a édifié son hôte sur les réformes en cours et les avantages que la région pourrait en tirer. L'ambas-

sadeur Ahmad Allam-mi a également informé le ministre-conseiller des instructions récemment reçues du président en exercice de la CEEAC, le Gabonais Ali Bongo Ondimba, sur les prochaines rencontres ministérielles devant accélérer la cadence des réformes.

La CEPGL est une organisation internationale créée en septembre 1976 pour l'intégration économique et la facilitation des mouvements des biens et des personnes entre différents pays de la région des grands lacs d'Afrique centrale: le Burundi; la République démocratique du Congo et le Rwanda. Le Rwanda, membre fondateur de la CEEAC en 1983 s'était retiré en 2007 de cette organisation, qui regroupe l'Angola, le Burundi, le Cameroun, la Centrafrique, le Congo-Brazzaville, la RD Congo, le Gabon, la Guinée équatoriale, São Tomé-et-Príncipe et le Tchad. C'est en août 2016 que le Rwanda a officialisé son retour au sein de la Communauté économique des Etats de l'Afrique centrale.

Yvette Reine Nzaba

ZAMBIE

Sollicitations en cours à travers le pays pour sortir de la CPI

Débutée le 27 mars, cette campagne de consultations lancée auprès de la population se poursuivra jusqu'au 31 mai, et devra permettre de décider de l'opportunité de quitter la Cour pénale internationale (CPI), une initiative dénoncée par les adversaires du président Edgar Lungu.

Cette initiative se déroule « *sous la forme de réunions publiques au cours desquelles le public est invité à faire des remarques orales et écrites sur la question* », a expliqué le ministre de la Justice, Given Lubinda, devant le Parlement. Et c'est sur la base de ces auditions que la Zambie rendra publique sa décision de quitter ou non la CPI lors du sommet de l'Union africaine (UA) en juin ou juillet prochain.

En attendant de connaître ce que décidera le peuple, un responsable de l'opposition zambienne a déjà accusé le président Edgar Lungu de vouloir quitter le tribunal international pour échapper à d'éventuels procès. « *Le président Lungu pense qu'en se retirant de la CPI, il*

ne peut pas y être présenté. Non, il peut toujours y être déféré », a déclaré Nason M'soni, du Mouvement pour une démocratie multipartite (MMD).

Depuis quelques mois, la CPI, installée à La Haye, est menacée d'une vague de retraits de la part de plusieurs pays africains, qui l'accusent de parti pris anti-africain au motif que la plupart de ses enquêtes ont visé des dirigeants du continent. A ce jour, trois pays ont déjà annoncé leur intention de claquer la porte du tribunal. Il s'agit notamment de l'Afrique du Sud, du Burundi et du Kenya. Pretoria a entamé en octobre la procédure de retrait, mais la plus haute instance judiciaire sud-africaine a depuis annulé cette décision pour des raisons de forme. D'autres pays envisagent également de quitter la CPI. Les adversaires d'Edgar Lungu l'avaient accusé de fraudes et de violences lors de sa réélection en 2016, mais la justice zambienne a validé depuis les résultats du scrutin présidentiel.

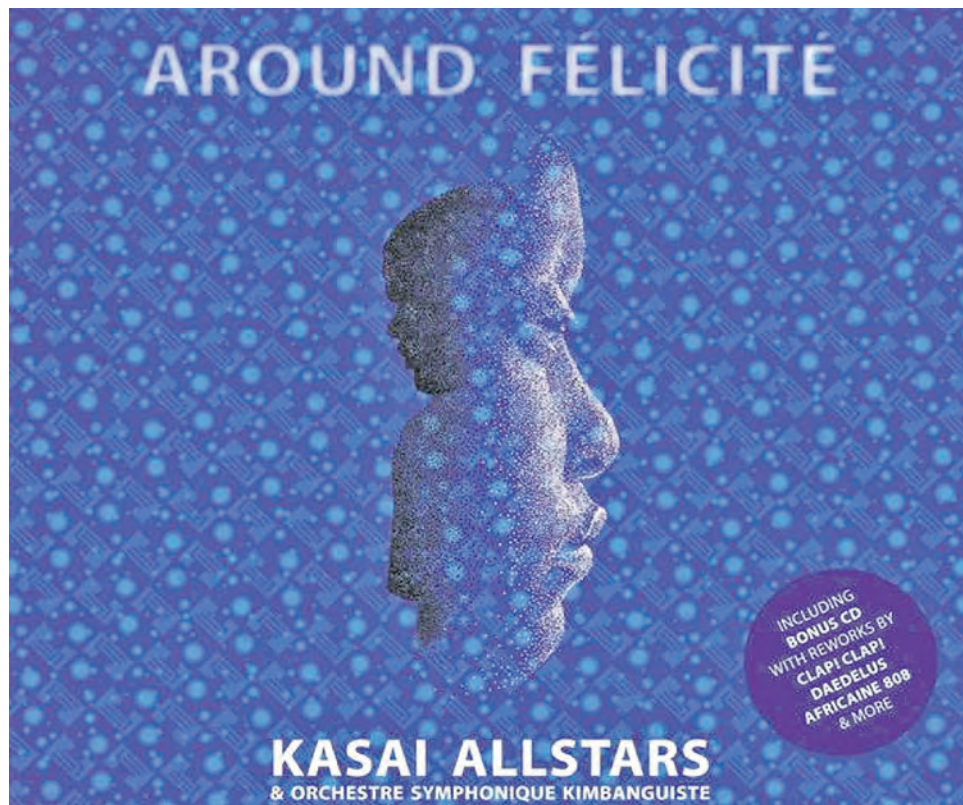
Nestor N'Gampoula

MUSIQUE

Sortie en France de l'album « Around Félicité »

Il s'agit de la Bande originale (B.O.) du film « Félicité » du réalisateur franco-sénégalais Alain Gomis. Le film, tourné à Kinshasa, a remporté le Grand Prix du jury à la 67^e édition du festival international du film de Berlin (Berlinale) ainsi que l'Étalon d'or du 25^{ème} Festival panafricain du cinéma et de la télévision (Fespaco) à Ouagadougou.

Le groupe Kasai Allstars a écrit et interprété la majeure partie de la bande-son et apparaît dans le film dans son propre rôle. Le réalisateur Alain Gomis, fait-on savoir, s'est inspiré de la musique de Kasai Allstars ainsi que de la voix et la personnalité de sa chanteuse Muambuyi pour écrire et réaliser son nouveau long-métrage de fiction. L'héroïne du film, interprétée par la comédienne Vero Tshanda, est une femme libre et fière qui se lance dans une course effrénée à travers les rues de Kinshasa pour sauver son fils. Son métier : chanteuse du groupe Kasai Allstars. Ainsi, c'est la voix de Muambuyi que l'on entend lorsque le personnage de Félicité chante dans les bars de Kinshasa, accompagnée par Kasai Allstars. Alain Gomis, réalisateur du film explique : « un jour, face à une vidéo des Kasai Allstars, j'ai vu cette grande chanteuse, Muambuyi. Son côté brut et le grain de sa voix... tout se réunissait. Elle me permettait d'imaginer une histoire autour de la lutte quotidienne d'un personnage féminin dans des situations où la vie n'est pas donnée,



et qui côtoyait grâce à la musique l'autre face de la vie. Ensuite j'ai été la rencontrer. Mais elle était trop âgée pour le rôle que j'avais écrit. Je me suis mis à chercher celle qui l'interpréterait, puis est apparue Vero Tshanda. Le Kasai Allstars est un conglomérat de quatre ou cinq formations différentes. C'est à la fois une musique

traditionnelle et une musique qui s'est urbanisée, qui sent le cambouis et la forêt. Transcendante, électrique, presque rock ou électro. Cette musique allie tradition et modernité, et incarne la ville africaine telle que je la vois »

Dix titres marquants

L'album « Around Félicité », apprend-on,

comprend les titres marquants du film, ceux du Kasai Allstars et de l'Orchestre symphonique de Kinshasa (qui interprètent trois oeuvres du compositeur estonien Arvo Pärt), mais également de nouveaux morceaux de Kasai Allstars, ainsi que des interludes (dialogues et ambiances) extraits de la BO. En outre, indique la maison de production « Crammed Discs », « Around Félicité » est accompagné de « Félicité Remixes », une collection de 10 remixes de morceaux de Kasai Allstars réalisés par des producteurs de musique électronique européens, américains et africains. Bien plus, indique-t-on, Around Félicité paraît en vinyle sous forme d'un double-LP contenant l'album plus 5 remixes, l'ensemble des remixes étant mis à disposition par le biais d'un code de téléchargement.

Le groupe Kasai Allstars rassemble une quinzaine de musiciens, originaires du Kasai, appartenant à plusieurs orchestres et issus de cinq groupes ethniques différents. Chacune de ces ethnies possède sa propre culture, sa propre langue et ses propres traditions musicales. Les chansons de Kasai Allstars proviennent des musiques rituelles et festives. Kasai Allstars mêlent instruments traditionnels, forêt de percussions (dont tambours à résonateurs et xylophones), guitares électriques quasi-rock, et pianos à pouce.

Patrick Ndongidi

VIE DES CLUBS

Probable retour du coach Nassredine Nash à l'AC Léopards de Dolisie

Le technicien belgo-tunisien Mohamed Nabi Nassredine, alias Nash, serait attendu au Congo Brazzaville pour des tractations dans l'optique de son retour au sein du staff technique de l'AC Léopards de Dolisie, club dirigé par Rémy Ayayos.

Ancien coach du Daring Club Motema Pembe (DCMP) de Kinshasa, Nash serait en fait sur le point de revenir chez les Fauves du Niari. Cette fois-ci, il pourrait être l'entraîneur principal de cette formation qu'il a eu à conseiller en 2012, lorsque le club entra dans la légende du football africain en remportant le trophée de la Coupe de la Confédération, après un parcours exceptionnel, écartant de son chemin le CS sfaxien (16^{es} de finale), Heartland (8^{es}), le Moghreb Fès (8^{es} bis/tour de cadrage), le Wydad Casablanca et le Stade malien (phase de groupes), puis Al Merreikh (demi-finale), avant de disposer en finale de Djoliba de Bamako (2-2 à Bamako et 2-1 à Dolisie). Et Nash avait été de cette épopée, comme l'héros dans l'ombre, le stratège tactique du club. Démis de son poste d'entraîneur principal du DCMP par Moïse Musanganya, à l'époque président du team vert et blanc de Kinshasa, alors que l'équipe venait de se qualifier pour la phase de cadrage de la Coupe de la Confédération aux dépens d'Haras El Hodoud d'Égypte, Nash avait alors répondu à l'appel de Rémy Ayayos Ikounga, le président des Fauves du Niari. Le club venait de perdre à domicile en seizièmes de finale de la Coupe de la Confédération face au CS Sfaxien (2-1). Nash avait ensuite accompagné l'équipe à Sfax en Tunisie où il a réussi un coup exceptionnel, battre Sfax à domicile par deux buts à zéro et obtenir la qualification pour les huitièmes de finale ! Et la voie royale avait été ouverte au club pour, au finish, remporter le sacre en novembre 2012 face à Djoliba de Bamako, en passant par la phase des groupes. Ensuite, Nash est parti du club pour se retrouver à Al Hilal Omdurman au Soudan en 2014. Le sacre avait été historique et inoubliable à Dolisie. Mais depuis, plus rien. L'AC Léopards de Dolisie, dicte certes sa loi au Congo Brazzaville, mais n'émerge



Le coach Nash

plus au niveau continental. Le club vient d'être éliminé en seizièmes de finale de la Ligue des champions par la formation de Saint Georges d'Éthiopie, battu d'abord à domicile par un but à zéro, avant de succomber en terre éthiopienne par deux buts à zéro. Reversé en Coupe de la Confédération, AC Léopards fera face à Mbabane Swallows du Swaziland au barrage, la clé pour participer à la phase des groupes de la C2 africaine.

Et visiblement, les dirigeants ont pensé au retour du technicien belgo-tunisien Nash au sein du staff technique, se souvenant de ce qu'il avait accompli en 2012. Si les parties tombent d'accord, Nash aurait la lourde mission de remodeler l'équipe à la dimension des ambitions africaines de l'autre fois. Et il n'a plus le temps nécessaire, d'autant plus que l'équipe est déjà en pleine compétition africaine. Connaisseur du football, Mohamed Nabi Nassredine devrait cependant être à la hauteur de sa tâche. Wait and see.

Martin Engimo

FIBRE OPTIQUE

Un projet bâclé

Les derniers propos de la direction générale de la Société congolaise des postes et télécommunications (SCPT) vient relancer le débat. En effet, selon Patrick Umba, « la SCPT a hérité d'une fibre optique de mauvaise qualité, avec des malfaçons ». Les travaux de réparation en cours ont révélé cette fragilité de l'infrastructure. Il s'agit d'un projet qui a coûté la bagatelle de 200 millions de dollars américains. Pour le DG Umba, il revient aux localités traversées d'assurer sa protection maximale.

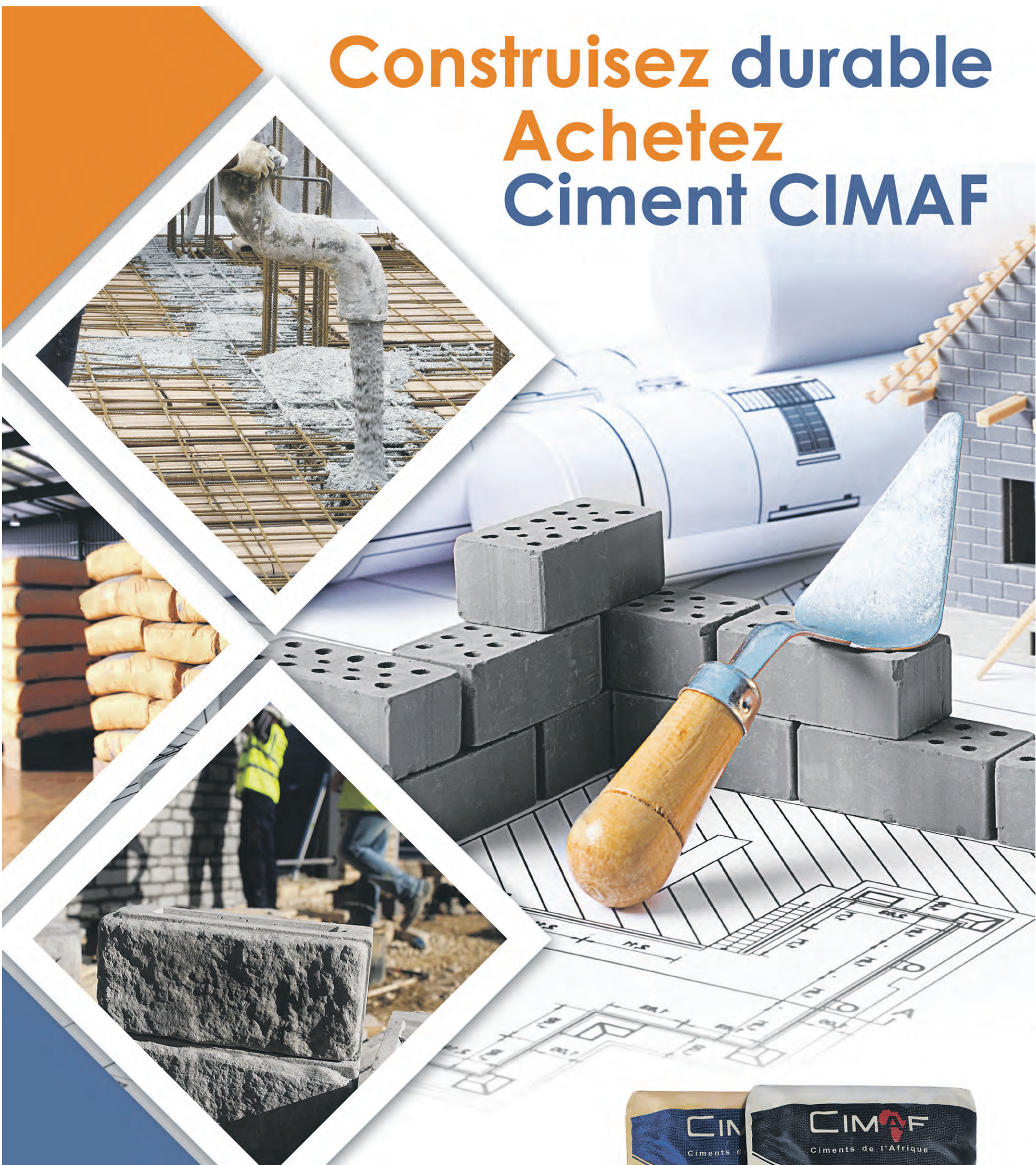
La SCPT poursuit inlassablement les travaux de réhabilitation du tronçon endommagé entre Kinshasa et Moanda suite à l'agrandissement de la Nationale I au niveau de Songololo. La fin des travaux devrait intervenir incessamment, a-t-on appris. Pour l'heure, l'opérateur public s'attèle à réparer cette panne qui prouve à suffisance la mauvaise qualité de l'infrastructure et les défaillances lors de l'installation. « Il ne s'agit pas d'un rafistolage », s'est-il empressé de faire remarquer. Au-delà de la mauvaise qualité, cette fibre optique pose un autre problème. « Elle a été mal posée correctement, c'est-à-dire non gainée dans des fourreaux de sécurité anti-rongeurs et avec une profondeur d'enfouissement non réglementaire ». Par rapport aux actions concrètes sur le terrain, la SCPT a effectué le remplacement des câbles, l'entretien des panneaux solaires sur les sites, la maintenance des sites et l'approvisionnement des groupes électrogènes. Pour être plus rapide à l'avenir, la société prépositionne désormais des équipes d'intervention dans plusieurs secteurs, avec des pièces de rechange et du matériel. Le projet de la fibre optique représente un important défi pour la SCPT intéressée à promouvoir, notamment, l'inclusion financière à travers certains leviers de croissance dont l'extension des services de la fibre optique, le raccordement des sites professionnels des opérateurs et les projets innovants. En effet, grâce à la fibre optique, l'opérateur public sera en mesure de proposer la télévision, l'Internet et la téléphonie fixe.

Laurent Essolomwa

Construisez durable

Achetez

Ciment CIMAF



- ◆ Livraison rapide
- ◆ SAV et conseil
- ◆ Disponibilité totale



La passion de la construction

Ciment de haute qualité
produit au Congo pour l'Afrique

BRAZZAVILLE
ADRESSE : GARE PV CFCO, EN FACE DES DÉPÊCHES DE BRAZZAVILLE
TEL.: 06 510 75 70

HINDA
ADRESSE : ROUTE DE HINDA, À 100M DU CAMP DE MAKOLA

POINTE-NOIRE
ADRESSE : AVENUE MARIEN NGOUABI, ENCEINTE GARE CFCO DE TIÉ-TIÉ
TEL.: 06 510 20 68

LES ENTRETIENS DE
Brazzaville # 2

FRANC CFA :
STOP OU ENCORE ?

Jeudi 6 avril 2017 à 10 heures précises
Salons de l'hôtel Radisson
Avenue Amilcar Cabral, centre ville, Brazzaville

Entretiens avec :

Moussa Mara

Ancien Premier Ministre du Mali

Djibril Ngom

Ancien Ministre du Sénégal

Alexandre Barro Chambrier

Ancien Ministre du Gabon

Pascal Airault

Journaliste

Informations complémentaires
auprès du cabinet Eminence Conseil
contact@eminenceconseil.com
(242) 05 630 23 23

Partenaires Platinium



Une initiative portée par le cabinet **ÉMINENCE CONSEIL**

LÉGISLATIVES 2017

Le PCT met en garde les candidats autoproclamés

Afin de mettre un terme à l'indiscipline au sein du parti, le Comité central du Parti congolais du travail (PCT), qui s'est réuni du 30 mars au 1er avril à Brazzaville, a décidé de sanctionner désormais, sans complaisance, tous les membres qui oseront déclarer leurs candidatures à une quelconque élection, sans avoir reçu mandat du parti.

Après avoir examiné et analysé ce dossier qui lui a été soumis par le bureau politique, le Comité central promet d'appliquer de manière rigoureuse cette décision, conformément à la discipline du parti.

« Le Comité central s'est fortement préoccupé aux impératifs de discipline, de cohésion et d'unité au sein du parti. Il a mis en garde, sous peine de sanctions disciplinaires, tout membre du Parti congolais du travail contre toutes velléités de candidatures contraires à la ligne du parti », souligne le communiqué final des travaux.

Cette disposition a été prise pour mettre un terme à l'indiscipline caractérisée qui s'observe au sein de ce parti, où à l'approche des élections, chaque membre désireux de se présenter, s'autoproclame candidat, sans avoir reçu au préalable le quitus de la direction politique. Ces cas de figure s'observent déjà au sein du PCT, à quelques mois des élections législatives où certains cadres ont déjà déclaré leurs candidatures, alors que la Commission d'investiture n'a pas encore statué sur la question.

Par ailleurs, pour apaiser les inquiétudes des membres et éviter les tensions, le Comité central du PCT a enjoint les comités du parti ; les fédérations et le Comité national d'investiture, à faire preuve de rigueur, d'impartialité et d'objectivité dans le choix des candidats à la base.

Pour garantir le bon choix des candidats, le Comité central a recommandé au bureau politique d'engager une procédure d'urgence dans le traitement des cas d'indiscipline, conformément aux dispositions statutaires et réglementaires du parti.

Au cours de cette réunion, le Comité central a été aussi saisi de la préparation des élections législatives 2017.

Il s'agit notamment de la désignation par le PCT, dans le cadre de la Majorité présidentielle, de ses représentants à la commission d'organisation des élections et celle de la révision des listes électorales. Les travaux de cette quatrième session extraordinaire du Comité central ont été dirigés par le secrétaire général du PCT, Pierre Ngolo.

Firmin Oyé

DIABLES ROUGES

Sébastien Migné promet de nouvelles têtes dans le prochain rassemblement

Au cours de la conférence de presse qu'il a animée, le 1er avril dans la salle de conférences du centre national de formation de football, le sélectionneur des Diables rouges a reconnu les faiblesses du onze national congolais.

« La sélection congolaise est malade et en crise de confiance qu'il faut remettre, qu'on soigne, qu'on pansse quelques plaies dans le droit chemin », a insisté Sébastien Migné.

Pour appuyer ses propos, le sélectionneur a commencé par faire une comparaison de son premier passage en tant qu'adjoint de Claude le Roy avant de dégager la conclusion selon laquelle, le football congolais est actuellement en crise.

« Quand on était venu il y a 4 ans, les Léopards de Dolisie étaient l'une des plus fortes formations sur ce continent. Ce n'est plus le cas aujourd'hui. Nos clubs sont en difficulté sur l'échelle continentale. Notre sélection, si ce n'est le match sans enjeu contre la Guinée-Bissau, n'a plus gagné depuis deux ans. Il y a du travail et du boulot », a-t-il précisé.

Face à la presse, Sébastien Migné a reconnu qu'il va passer un premier semestre difficile à tête des Diables rouges. Pendant ces six



Sébastien Migné (DR)

mois, les Diables rouges affronteront les Léopards de la RDC, les Blacks stars du Ghana, les Pharaons d'Égypte. « Nous ne sommes pas à haut niveau de ces équipes dans l'organisation et aussi dans la qualité de l'équipe. On va travailler pour essayer de créer des surprises lors de ces matchs. Si on arrive à braver cette tempête, en se remettant au travail, j'espère qu'il y aura un bon lendemain pour le foot congolais. »

En parlant du futur de l'équipe nationale, Migné a évoqué l'appui des nouvelles figures, qui vont renforcer l'équipe. Le sélectionneur des Diables rouges a révélé qu'il a eu le vendredi l'accord de Dylan Bahamboula. Le joueur de Dijon pourrait rejoindre les Diables rouges d'ici au mois de juin si tout se passe bien, « En

ce sens qu'il a déjà évolué dans l'équipe des jeunes de la France. Il y a des démarches à faire auprès de la FIFA pour qu'il puisse évoluer sous la bannière congolaise », a expliqué le coach. Il a aussi évoqué le cas Christopher Mabolou, dont les contacts seraient très avancés avec son agent et bien évidemment celui de Brice Samba.

« Il y a des contacts très positifs avec l'agent de Christopher Mabolou. A priori c'est bien engagé. J'attends d'avoir le joueur qui va revenir en Grèce cette semaine. C'est un garçon qui m'intéresse et qui nous a intéressés il y a deux ans. J'ai eu Brice Samba au téléphone, il semble prêt à nous rejoindre avec un petit souci le concernant : il sera en fin de contrat au mois de juin. Il a une carrière à gérer. S'il n'a pas de club (...) il est évident qu'au mois de juin, il ne répondra pas à ma convocation parce qu'une blessure signifierait les difficultés pour lui à trouver un poste », a commenté le coach.

Sébastien Migné effectuera d'ici à une quinzaine de jours, une mission en France pour convaincre d'autres joueurs congolais à rejoindre le groupe. Certains qui ont déjà manifesté leur intérêt, a-t-il dit, n'ont jamais mis pieds au Congo.

James Golden Eloué

RÉFLEXION

Environnement: le véritable combat commence

Que cela plaise ou non aux esprits nobles et généreux qui tentent depuis des décennies d'ériger la protection de la nature au sommet des préoccupations humaines la bataille est d'ores et déjà perdue. Une preuve, nouvelle et accablante, vient d'en être donnée lorsque le nouveau président des États-Unis, le milliardaire Donald Trump, a annoncé sans prendre la moindre précaution de langage qu'il allait remettre en question les dispositions prises par son prédécesseur, Barack Obama, au sortir de la Conférence de Paris sur le climat - COP 21 -. Et ce n'est probablement que le début d'un rétropédalage général qui verra les grandes nations industrielles revenir l'une après l'autre en arrière, sous des prétextes divers, afin de préserver les gigantesques acquis que leur a procurés l'exploitation abusive des ressources naturelles de la planète dans les siècles antérieurs.

Doit-on pour autant sombrer dans

le pessimisme et considérer que l'espèce humaine vit ses derniers instants ? Assurément non car, fort heureusement, les atteintes portées à l'environnement le sont par une minorité de nations qui rassemblent, grosso modo, un tiers de la population mondiale et n'occupent guère que le cinquième ou le sixième de la surface terrestre. Concentrées dans l'hémisphère nord les activités polluantes qui dégradent l'environnement ont, certes, des effets négatifs sur l'hémisphère sud, mais elles n'y mettent pas la vie des peuples en danger car la nature y demeure largement intacte. Pour l'instant du moins.

De ce qui précède ressortent deux conclusions majeures que les nations de ce qui était jadis appelé le Tiers-Monde feraient bien de tirer sans trop attendre.

° La première est que les pays de l'hémisphère sud devraient mieux s'organiser pour défendre eux-mêmes la nature qui les entoure.

Exactement comme elles ont décidé de le faire il y a quelques jours, lors de la Conférence d'Oyo sur le Fonds Bleu du Bassin du Congo qui a vu une dizaine de gouvernements signer un Mémoire d'intention dont les principes collent parfaitement avec cette défense. Si les nations africaines mutualisent maintenant leurs efforts pour protéger l'environnement largement intact qui est le leur, elles gagneront à coup sûr la bataille de l'émergence tout en évitant les terribles dérapages dont commencent à pâtir durement les peuples du nord.

° La deuxième conclusion est que les nations du Nord devraient contribuer beaucoup plus qu'elles ne le font aujourd'hui au travail de fourmi qu'entreprennent les nations du Sud pour se protéger des conséquences désastreuses de la suractivité industrielle. Elles devraient s'imposer d'autant plus ce devoir que leur richesse présente est largement due à l'exploitation, souvent inhumaine, des ressources naturelles africaines, sud-améri-

caines et asiatiques auxquelles se sont livrées leurs entreprises des siècles durant. Soutenir activement les initiatives telles que le Fonds Bleu serait, pour elles, une façon noble de réparer les abus des temps antérieurs.

Il est probable que dans les années à venir la perception des causes et des effets du dérèglement climatique changera de façon radicale. Ne pouvant plus nier leurs responsabilités dans une dérive qui les conduit droit vers l'abîme les pays riches se livreront à une introspection qui les conduira tout à la fois à plus d'humilité, moins de faconde, plus d'engagement. Et, de leur côté, les pays du Sud se montreront plus exigeants dans la redistribution des richesses engendrées par l'exploitation de leurs ressources naturelles.

Oui, indiscutablement, le véritable combat pour la protection de l'environnement commence.

Jean-Paul Pigasse